



REXEL

un monde d'énergie

Rapport financier semestriel au 30 juin 2016



Société anonyme
au capital social de 1 511 076 315 euros
Siège social : 13, boulevard du Fort de Vaux – CS 60002
75017 Paris - France
479 973 513 R.C.S. Paris

Rapport financier semestriel au 30 juin 2016

I. Rapport d'activité	page 2
II. Etats financiers consolidés intermédiaires résumés.....	page 25
III. Rapport des commissaires aux comptes	page 48
IV. Attestation du responsable du rapport financier semestriel...	page 51

I. Rapport d'activité

(Données non audités)

SOMMAIRE

1.	 EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT DU GROUPE	4
1.1	SITUATION FINANCIERE DU GROUPE.....	4
1.1.1	<i>Présentation générale du Groupe</i>	4
1.1.2	<i>Saisonnalité</i>	4
1.1.3	<i>Effets liés aux variations du prix du cuivre</i>	5
1.1.4	<i>Comparabilité des résultats opérationnels du Groupe et EBITA Ajusté</i>	5
1.2	COMPARAISON DES RESULTATS AU 30 JUIN 2016 ET AU 30 JUIN 2015	8
1.2.1	<i>Résultats consolidés du Groupe Rexel</i>	8
1.2.2	<i>Europe (56% du chiffre d'affaires du Groupe)</i>	12
1.2.3	<i>Amérique du Nord (34% du chiffre d'affaires du Groupe)</i>	15
1.2.4	<i>Asie-Pacifique (10% du chiffre d'affaires du Groupe)</i>	17
1.2.5	<i>Autres activités</i>	19
1.3	PERSPECTIVES	19
1.4	FACTEURS DE RISQUES ET INCERTITUDES	20
2.	 TRESORERIE ET CAPITAUX.....	20
2.1	FLUX DE TRESORERIE.....	20
2.1.1	<i>Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles</i>	20
2.1.2	<i>Trésorerie nette provenant des activités d'investissement</i>	21
2.1.3	<i>Trésorerie nette provenant des activités de financement</i>	22
2.2	SOURCES DE FINANCEMENT	24

1. | EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT DU GROUPE

Rexel a été créée le 16 décembre 2004. Les actions de la société Rexel sont admises aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris depuis le 4 avril 2007. Le groupe comprend Rexel et ses filiales (« le Groupe » ou « Rexel »).

Le rapport d'activité est présenté en euros et toutes les valeurs sont arrondies au dixième de million le plus proche sauf indication contraire. Les totaux et sous-totaux présentés dans le rapport d'activité sont calculés en milliers d'euros et arrondis ensuite au dixième de million le plus proche. Par conséquent, les montants peuvent ne pas s'additionner, en raison des arrondis.

1.1 | Situation financière du Groupe

1.1.1 | Présentation générale du Groupe

Le Groupe est l'un des premiers réseaux mondiaux de distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles en chiffre d'affaires et en nombre d'agences. Il organise son activité principalement autour des trois zones géographiques dans lesquelles il opère : l'Europe, l'Amérique du Nord et la zone Asie-Pacifique. Cette répartition par zone géographique a été déterminée sur la base de la structure du *reporting* financier du Groupe.

Au premier semestre 2016, le Groupe a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 6 510,5 millions d'euros, dont 3 641,5 millions d'euros en Europe (soit 56% du chiffre d'affaires), 2 236,4 millions d'euros en Amérique du Nord (soit 34% du chiffre d'affaires) et 632,6 millions d'euros dans la zone Asie-Pacifique (soit 10% du chiffre d'affaires).

Les activités du Groupe en Europe (56% du chiffre d'affaires du Groupe) sont exercées en France (qui représente 36% du chiffre d'affaires du Groupe dans cette zone), en Allemagne, au Royaume-Uni, en Irlande, en Autriche, en Suisse, aux Pays-Bas, en Belgique, au Luxembourg, en Suède, en Finlande, en Norvège, en Italie, en Espagne, au Portugal, en Slovaquie et en Russie. Le 28 avril 2016, Rexel a conclu la vente de ses actifs en Slovaquie, Pologne ainsi qu'aux Pays Baltes, au groupe Würth. Les résultats du premier semestre 2016 incluent la performance des actifs localisés dans ces pays, pour la période allant du 1^{er} janvier 2016 jusqu'à leur date de cession.

Les activités du Groupe en Amérique du Nord (34% du chiffre d'affaires du Groupe) sont exercées aux Etats-Unis et au Canada. Les Etats-Unis représentent 79% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe dans cette zone et le Canada 21%.

Les activités du Groupe dans la zone Asie-Pacifique (10% du chiffre d'affaires du Groupe) sont exercées en Australie, en Nouvelle Zélande, en Chine et en Inde, ainsi que dans certains pays de l'Asie du Sud-Est (Indonésie, Malaisie, Singapour, Corée du Sud, Thaïlande et Vietnam) et au Moyen-Orient. L'Australie représente 39% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe dans cette zone et la Chine 34%.

Dans la présente analyse, le Groupe commente son chiffre d'affaires, sa marge brute, ses frais administratifs et commerciaux et son résultat opérationnel avant amortissement des actifs incorporels reconnus dans le cadre de l'affectation du prix des acquisitions et avant autres produits et autres charges (EBITA) séparément pour chacune de ces trois zones géographiques ainsi que pour le segment « Autres activités ».

1.1.2 | Saisonnalité

Malgré un faible degré de saisonnalité du chiffre d'affaires, les variations du besoin en fonds de roulement entraînent une saisonnalité des flux de trésorerie. En règle générale, les flux de trésorerie générés par le Groupe sont plus élevés au quatrième trimestre par rapport aux trois premiers trimestres, dès lors que le besoin en fonds de roulement est plus élevé au cours de ces périodes

1.1.3| Effets liés aux variations du prix du cuivre

Du fait de son activité de vente de câbles, le Groupe est exposé indirectement aux variations du prix du cuivre. En effet, les câbles constituent environ 13% du chiffre d'affaires du Groupe et le cuivre représente environ 60% de leur composition. Cette exposition est indirecte dans la mesure où les prix des câbles sont également dépendants des politiques commerciales des fournisseurs et de l'environnement concurrentiel sur les marchés du Groupe. Les variations du prix du cuivre ont un effet estimé dit « récurrent » et un effet estimé dit « non récurrent » sur la performance du Groupe, appréciés dans le cadre des procédures de *reporting* interne mensuel du Groupe Rexel :

- l'effet récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre correspond à l'effet prix lié au changement de valeur de la part de cuivre incluse dans le prix de vente des câbles d'une période à une autre. Cet effet concerne essentiellement le chiffre d'affaires.
- l'effet non récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre correspond à l'effet de la variation du coût du cuivre sur le prix de vente des câbles entre le moment où ceux-ci sont achetés et celui où ils sont vendus, jusqu'à complète reconstitution des stocks (effet direct sur la marge brute). En pratique, l'effet non récurrent sur la marge brute est déterminé par comparaison entre le prix d'achat historique et le tarif fournisseur en vigueur à la date de la vente des câbles par le Groupe Rexel. Par ailleurs, l'effet non récurrent sur l'EBITA correspond à l'effet non récurrent sur la marge brute diminué, le cas échéant, de la part non récurrente de la variation des charges administratives et commerciales (essentiellement la part variable de la rémunération des forces de vente qui absorbe environ 10% de la variation de la marge brute).

Ces deux effets sont évalués, dans la mesure du possible, sur l'ensemble des ventes de câbles de la période, une majorité du chiffre d'affaires étant ainsi couverte. Les procédures internes du Groupe Rexel prévoient par ailleurs que les entités qui ne disposent pas des systèmes d'information leur permettant d'effectuer ces calculs sur une base exhaustive doivent estimer ces effets sur la base d'un échantillon représentant au moins 70% des ventes de la période, les résultats étant ensuite extrapolés à l'ensemble des ventes de câbles de la période. Compte tenu du chiffre d'affaires couvert, le Groupe Rexel considère que les effets ainsi mesurés constituent une estimation raisonnable.

1.1.4| Comparabilité des résultats opérationnels du Groupe et EBITA Ajusté

Le Groupe réalise des acquisitions et procède à des cessions, lesquelles peuvent modifier le périmètre de son activité d'une période à l'autre. Les taux de change peuvent connaître des fluctuations importantes. Le nombre de jours ouvrés au cours de chaque période a également une incidence sur le chiffre d'affaires consolidé du Groupe. Enfin, le Groupe est exposé aux variations du prix du cuivre. Pour ces raisons, les résultats opérationnels consolidés du Groupe tels que publiés sur plusieurs périodes pourraient ne pas permettre une comparaison pertinente. Par conséquent, dans l'analyse des résultats consolidés du Groupe faite ci-après, des informations financières retraitées des ajustements suivants sont également présentées.

Retraitement de l'effet des acquisitions et des cessions

Le Groupe retraite l'effet des acquisitions et cessions sur son périmètre de consolidation. Dans ses comptes consolidés, le Groupe inclut généralement les résultats d'une entité acquise dès la date de son acquisition et exclut les résultats d'une entité cédée dès la date de sa cession. Afin de neutraliser l'effet des acquisitions et des cessions sur l'analyse de ses opérations, le Groupe compare les résultats de l'exercice en cours aux résultats de la même période de l'année précédente, en prenant pour hypothèse que l'exercice précédent aurait porté sur le même périmètre de consolidation pour les mêmes périodes que l'exercice en cours.

Retraitement de l'effet de la fluctuation des taux de change

Les fluctuations de taux de change contre l'euro ont un impact sur la valeur en euros du chiffre d'affaires, des charges et des autres postes du bilan et du compte de résultat. Le Groupe n'est en revanche que faiblement exposé au risque lié à l'utilisation de plusieurs devises puisque ses transactions transnationales sont limitées. Afin de neutraliser l'effet de la conversion en euros sur l'analyse de ses opérations, le Groupe compare les données publiées pour l'exercice en cours à celles de la même période de l'exercice précédent en utilisant pour ces données les mêmes taux de change que ceux de l'exercice en cours.

Retraitement de l'effet non récurrent lié aux variations du prix du cuivre

Pour l'analyse de la performance financière en données comparables ajustées, l'estimation de l'effet non récurrent lié aux variations du prix du cuivre, tel qu'exposé au 1.1.3 ci-dessus, est éliminée dans les données présentées au titre de l'exercice en cours et dans celles présentées au titre de l'exercice précédent. Les données ainsi retraitées sont qualifiées d'« ajustées » dans le reste de ce document.

Retraitement de l'effet de la variation du nombre de jours ouvrés sur le chiffre d'affaires

La comparaison du chiffre d'affaires consolidé du Groupe d'un exercice sur l'autre est affectée par le nombre de jours ouvrés qui varie selon les périodes. Dans l'analyse de son chiffre d'affaires consolidé, le Groupe indique généralement le chiffre d'affaires retraité de cet effet en comparant les chiffres publiés au titre de l'exercice en cours aux chiffres de la même période de l'exercice précédent ajustés proportionnellement au nombre de jours ouvrés de l'exercice en cours. Cette analyse sur la base du nombre de jours ouvrés n'est pas jugée pertinente pour les autres postes du compte de résultat consolidé du Groupe.

En conséquence, dans l'analyse des résultats consolidés du Groupe ci-après, les informations suivantes peuvent être indiquées à titre de comparaison :

- en données comparables, qui signifie retraitées de l'effet des acquisitions et cessions et de l'effet de la fluctuation des taux de change. Ces informations sont utilisées pour les comparaisons portant sur le chiffre d'affaires ;
- en données comparables et à nombre de jours constant, qui signifie en données comparables (tel que mentionné ci-dessus) et retraitées de l'effet de la variation du nombre de jours ouvrés. Ces informations sont utilisées exclusivement pour les comparaisons portant sur le chiffre d'affaires ; et
- en données comparables ajustées, qui signifie en données comparables (comme décrit plus haut) et retraitées de l'estimation de l'effet non récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre. Ces informations sont utilisées pour les comparaisons portant sur la marge brute, les frais administratifs et commerciaux et l'EBITA. Ces informations ne sont pas issues des systèmes comptables mais constituent une estimation des données comparables préparées selon les principes décrits ci-dessus.

La performance du groupe est analysée notamment à travers l'EBITA et l'EBITA Ajusté, qui ne sont pas des agrégats comptables définis par les normes IFRS. Le tableau ci-dessous présente la réconciliation de l'EBITA Ajusté en données comparables avec le résultat opérationnel avant autres produits et autres charges.

(en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin		Période close le 30 juin	
	2016	2015	2016	2015
Résultat opérationnel avant autres produits et autres charges	141,8	144,7	251,7	266,8
Effets de périmètre	-	3,5	-	5,7
Effets de change	-	(4,4)	-	(6,2)
Effet non récurrent lié au cuivre	3,3	0,7	11,4	5,1
Amortissement des actifs incorporels reconnus lors de l'affectation du prix des acquisitions	5,3	4,3	9,2	8,6
EBITA Ajusté en données comparables	150,4	148,7	272,3	280,0

1.2 | Comparaison des résultats au 30 juin 2016 et au 30 juin 2015

1.2.1 | Résultats consolidés du Groupe Rexel

Le tableau ci-dessous présente le compte de résultat consolidé de Rexel pour 2016 et 2015, en millions d'euros et en pourcentage du chiffre d'affaires. Pour les périodes closes les 31 mars et 30 juin 2015, les activités en Amérique Latine sont exclues des activités poursuivies dans le compte de résultat pour les deux périodes et elles sont présentées en activités abandonnées, consécutivement à leur cession en septembre 2015.

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Période close le 30 juin		
	2016	2015	Variation en %	2016	2015	Variation en %
Chiffre d'affaires	3 349,9	3 423,5	(2,2)%	6 510,5	6 645,2	(2,0)%
Marge brute	806,4	814,9	(1,0)%	1 579,6	1 609,4	(1,9)%
Frais administratifs et commerciaux ⁽¹⁾	(659,3)	(665,9)	(1,0)%	(1 318,7)	(1 334,0)	(1,1)%
EBITA	147,1	149,0	(1,3)%	260,9	275,4	(5,3)%
Amortissement des actifs incorporels ⁽²⁾	(5,3)	(4,3)	22,9%	(9,2)	(8,6)	7,3%
Résultat opérationnel avant autres produits et charges	141,8	144,7	(2,0)%	251,7	266,8	(5,7)%
Autres produits et charges	(15,0)	(42,1)	(64,2)%	(32,0)	(59,2)	(46,0)%
Résultat opérationnel	126,7	102,6	23,5%	219,7	207,6	5,8%
Frais financiers	(43,7)	(69,8)	(37,4)%	(76,9)	(139,4)	(44,8)%
Impôt sur le résultat	(26,1)	(12,8)	104,0%	(47,0)	(25,0)	87,6%
Résultat net des activités poursuivies	57,0	20,0	184,4%	95,8	43,2	121,8%
en % du chiffre d'affaires	1,7%	0,6%		1,5%	0,7%	
Résultat net des activités abandonnées	-	(39,2)	n.a.	-	(41,7)	n.a.
Résultat net	57,0	(19,2)	n.a.	95,8	1,5	n.a.
⁽¹⁾ Dont dépréciations et amortissements	(24,0)	(22,9)	4,7%	(47,5)	(44,4)	7,1%
⁽²⁾ Amortissement des actifs incorporels reconnus lors de l'affectation du prix des acquisitions.						

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Période close le 30 juin		
	2016	2015	Variation en %	2016	2015	Variation en %
Chiffre d'affaires	3 349,9	3 348,0	0,1%	6 510,5	6 572,7	(0,9)%
Variation à nombre de jours constant			(2,3)%			(1,9)%
Marge brute	810,1	801,0	1,1%	1 591,9	1 600,9	(0,6)%
en % du chiffre d'affaires	24,2%	23,9%		24,5%	24,4%	
Frais administratifs et commerciaux	(659,8)	(652,3)	1,1%	(1 319,6)	(1 320,9)	(0,1)%
en % du chiffre d'affaires	(19,7)%	(19,5)%		(20,3)%	(20,1)%	
EBITA	150,4	148,7	1,1%	272,3	280,0	(2,7)%
en % du chiffre d'affaires	4,5%	4,4%		4,2%	4,3%	

Chiffre d'affaires

Au premier semestre 2016, le chiffre d'affaires consolidé de Rexel s'est élevé à 6 510,5 millions d'euros, contre 6 572,7 millions d'euros au premier semestre 2015.

En données publiées, le chiffre d'affaires a baissé de 2,0% par rapport à 2015, sous l'effet défavorable de l'évolution des taux de change pour 2,0 points de pourcentage et par l'effet net positif des acquisitions pour 0,9 point de pourcentage.

- L'effet défavorable des variations de taux de change s'est élevé à 130,0 millions d'euros, essentiellement lié à la dépréciation du dollar canadien et de la livre sterling contre l'euro.
- L'effet net positif des acquisitions s'est élevé à 57,5 millions d'euros et résulte principalement des opérations réalisées en Europe, partiellement compensé par la cession des opérations en Slovaquie, en Pologne et aux Pays Baltes, conclue au cours du second trimestre 2016.

En données comparables et à nombre de jours constant, les ventes ont diminué de 1,9%. Par zone géographique, l'Europe a diminué de 0,3%, l'Amérique du Nord a diminué de 4,3%, et l'Asie-Pacifique de 1,6%. Si l'on exclut l'effet négatif de 1,2 point de pourcentage lié à la baisse du prix des câbles à base de cuivre, les ventes ont diminué de 0,7% par rapport au premier semestre 2015.

En données comparables et à nombre de jours réel, le chiffre d'affaires a diminué de 0,9%, résultant d'un effet calendaire positif de 1,0 point de pourcentage.

Au second trimestre 2016, le chiffre d'affaires consolidé de Rexel s'est élevé à 3 349,9 millions d'euros, à comparer aux 3 348,0 millions d'euros enregistrés au second trimestre 2015.

En données publiées, le chiffre d'affaires a diminué de 2,2%, sous l'effet défavorable des taux de change à hauteur de 2,8 points de pourcentage et l'effet net positif des acquisitions pour 0,6 point de pourcentage.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a diminué de 2,3%, résultant d'une baisse de 4,2% en Amérique du Nord, de 3,2% en Asie-Pacifique et de 0,9% en Europe. En excluant l'effet négatif de 1,3 point de pourcentage dû à la baisse du prix des câbles à base de cuivre par rapport au second trimestre 2015, le chiffre d'affaires a diminué de 1,0%.

En données comparables et à nombre de jours réel, le chiffre d'affaires a progressé de 0,1%, résultant d'un effet calendaire positif de 2,4 point de pourcentage.

Le tableau ci-dessous résume les effets du nombre de jours ainsi que des effets de périmètre et de change, sur l'évolution du chiffre d'affaires.

	T1	T2	Cumulé
Croissance en données comparables et à nombre de jours constant	(1,4)%	(2,3)%	(1,9)%
Effet du nombre de jours	(0,6)%	2,4%	1,0%
Croissance en données comparables et à nombre de jours réel	(2,0)%	0,1%	(0,9)%
Effets de périmètre	1,2%	0,6%	0,9%
Effets de change	(1,1)%	(2,8)%	(2,0)%
Total des effets périmètre et change	0,1%	(2,2)%	(1,1)%
Croissance en données publiées ⁽¹⁾	(1,9)%	(2,2)%	(2,0)%

⁽¹⁾ Croissance en données comparables et à nombre de jours réel composée avec les effets de périmètre et de change

Marge brute

Au premier semestre 2016, la marge brute s'est établie à 1 579,6 millions d'euros, en baisse de 1,9% par rapport aux 1 609,4 millions d'euros enregistrés au premier semestre 2015 en données publiées.

En données comparables ajustées, la marge brute a diminué de 0,6% et le taux de marge brute s'est amélioré de 10 points de base à 24,5% du chiffre d'affaires, résultant principalement d'une hausse de la marge brute des activités Europe et en Asie-Pacifique.

Au second trimestre 2016, la marge brute s'est établie à 806,4 millions d'euros, en baisse de 1,0% par rapport aux 814,9 millions d'euros enregistrés au second trimestre 2015 en données publiées.

En données comparables ajustées, la marge brute a progressé de 1,1% et le taux de marge brute s'est amélioré de 30 points de base à 24,2% du chiffre d'affaires, résultant principalement d'une hausse de la marge brute des activités Europe et en Asie-Pacifique pendant qu'elle est restée stable en Amérique du Nord.

Frais administratifs et commerciaux

Au premier semestre 2016, les frais administratifs et commerciaux se sont élevés à 1 318,7 millions d'euros, en baisse de 1,1% par rapport aux 1 334,0 millions enregistrés au premier semestre 2015 en données publiées.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont diminué de 0,1%, mais en hausse de 20 points de base, représentant 20,3% du chiffre d'affaires au premier semestre 2016 par rapport à 20,1% du chiffre d'affaires au premier semestre 2015, reflétant une augmentation en Europe et en Asie-Pacifique partiellement compensée par une baisse en Amérique du Nord principalement liée au programme de mesures de réduction des coûts mis en place aux Etats-Unis ainsi qu'une baisse des frais de siège.

Au second trimestre 2016, les frais administratifs et commerciaux se sont élevés à 659,3 millions d'euros, en baisse de 1,0% par rapport aux 665,9 millions d'euros enregistrés au second trimestre 2015 en données publiées.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 1,1%, représentant 19,7% du chiffre d'affaires au second trimestre 2016, soit une détérioration de 20 points de base par rapport à 19,5% du chiffre d'affaires au second trimestre 2015.

EBITA

Au premier semestre 2016, l'EBITA s'est élevé à 260,9 millions d'euros contre 275,4 millions d'euros au premier semestre 2015, en baisse de 5,3% par rapport à l'année précédente en données publiées.

En données comparables ajustées, l'EBITA a baissé de 2,7% pour s'établir à 272,3 millions d'euros et la marge d'EBITA s'est établie à 4,2% du chiffre d'affaires, en baisse de 8 points de base par rapport à l'année précédente.

Au second trimestre 2016, l'EBITA s'est élevé à 147,1 millions d'euros, en baisse de 1,3% par rapport aux 149,0 millions d'euros enregistrés au second trimestre 2015 en données publiées.

En données comparables ajustées, l'EBITA a augmenté de 1,1% à 150,4 millions d'euros et la marge d'EBITA est ressortie à 4,5% du chiffre d'affaires, en hausse de 5 points de base par rapport à l'année précédente.

Autres produits et autres charges

Au premier semestre 2016, les autres produits et autres charges ont représenté une charge nette de 32.0 millions d'euros, comprenant principalement:

- 23,0 millions d'euros de coûts de restructuration principalement liés aux mouvements de personnel au sein de la direction du groupe (7,5 millions d'euros), à l'optimisation des réseaux d'agences en Amérique du Nord et à la réorganisation des fonctions support au Royaume-Uni et en Chine.
- 3,2 millions d'euros liés aux pertes sur la cession des activités en Slovaquie, Pologne et Pays Baltes, au cours du second trimestre 2016.

Au premier semestre 2015, les autres produits et autres charges ont représenté une charge nette de 59.2 millions d'euros, comprenant principalement:

- 36,8 millions d'euros de coûts de restructuration principalement liés à l'optimisation du réseau d'agences et à la rationalisation de la logistique en Europe (essentiellement en Allemagne, en Espagne et au Royaume-Uni) et à la réorganisation du réseau d'agences et des enseignes en Amérique du Nord ;

- 19,1 millions d'euros de dépréciation du *goodwill*, concernant l'Australie pour 10,3 millions d'euros et les Pays-Bas pour 8,5 millions d'euros.

Résultat financier

Au premier semestre 2016, les charges financières nettes se sont établies à 76,9 millions d'euros contre 139,4 millions d'euros au premier semestre 2015.

Au premier semestre 2016, les charges financières nettes incluent une charge non récurrente de 10 millions d'euros concernant le remboursement anticipé de l'obligation de 650 millions d'euros à échéance 2020.

Au premier semestre 2015, les charges financières nettes intégraient une charge exceptionnelle de 52,5 millions d'euros liée au remboursement anticipé des obligations senior de 500 millions d'euros à échéance 2018 (remboursées au cours du premier trimestre 2015) et des obligations de 500 millions de dollars américains à échéance 2019 (refinancées par une émission d'obligations de 500 millions d'euros à échéance 2022 au cours du second trimestre 2015).

Si l'on exclut l'impact de ces charges exceptionnelles sur les deux périodes, les charges financières nettes ont diminué de 23,0%, principalement sous l'effet de la baisse de 50 points de base du taux effectif d'intérêt de la dette brute (4,2% au premier semestre 2015 contre 3,7% au premier semestre 2016), consécutivement aux opérations de refinancement.

Impôt

Au premier semestre 2016, la charge d'impôt s'est élevée à 47,0 millions d'euros par rapport aux 25,0 millions d'euros enregistrés au premier semestre 2015. Cette hausse est due à l'augmentation du résultat avant impôt (142,8 millions d'euros au premier semestre 2016 contre 68,2 millions d'euros au premier semestre 2015), partiellement compensé par la baisse du taux effectif d'impôt qui est passé de 36,7% au premier semestre 2015 à 32,9% au premier semestre 2016.

Résultat net des activités poursuivies

En conséquence des éléments mentionnés ci-dessus, le résultat net des activités poursuivies qui s'établit à 95,8 millions d'euros au premier semestre 2016, a plus que doublé, par rapport au 43,2 millions d'euros au premier semestre 2015.

Résultat net des activités abandonnées

Le résultat net des activités abandonnées s'est élevé à une perte de 41,7 millions d'euros au premier semestre 2015 et concerne les activités cédées en Amérique Latine.

Résultat net

Avec le résultat des activités abandonnées, le résultat net s'est élevé à 95,8 millions d'euros au premier semestre 2016 contre 1,5 millions d'euros au premier semestre 2015.

1.2.2 | Europe (56% du chiffre d'affaires du Groupe)

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Période close le 30 juin		
	2016	2015	Variation en %	2016	2015	Variation en %
Chiffre d'affaires	1 846,4	1 819,2	1,5%	3 641,5	3 604,8	1,0%
Marge brute	487,7	476,7	2,3%	975,9	963,6	1,3%
Frais administratifs et commerciaux	(388,5)	(377,5)	2,9%	(780,6)	(762,9)	2,3%
EBITA	99,3	99,2	0,1%	195,3	200,8	(2,7)%
en % du chiffre d'affaires	5,4%	5,5%		5,4%	5,6%	

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Période close le 30 juin		
	2016	2015	Variation en %	2016	2015	Variation en %
Chiffre d'affaires	1 846,4	1 789,6	3,2%	3 641,5	3 586,4	1,5%
Variation à nombre de jours constant			(0,9)%			(0,3)%
Marge brute	488,4	470,3	3,8%	980,4	963,0	1,8%
en % du chiffre d'affaires	26,5%	26,3%		26,9%	26,9%	
Frais administratifs et commerciaux	(388,7)	(372,9)	4,2%	(780,8)	(761,2)	2,6%
en % du chiffre d'affaires	(21,1)%	(20,8)%		(21,4)%	(21,2)%	
EBITA	99,7	97,4	2,3%	199,6	201,8	(1,1)%
en % du chiffre d'affaires	5,4%	5,4%		5,5%	5,6%	

Chiffre d'affaires

Au premier semestre 2016, le chiffre d'affaires en Europe s'est établi à 3 641,5 millions d'euros contre 3 604,8 millions d'euros au premier semestre 2015, en hausse de 1,0% par rapport à l'année précédente, en données publiées.

L'effet des variations des taux de change s'est traduit par une diminution de 53,0 millions d'euros, principalement due à la dépréciation de la livre sterling par rapport à l'euro.

L'effet des acquisitions net des cessions a représenté un montant négatif de 53,7 millions d'euros, principalement lié à SOFINOTHER, acquise en France, au début de l'année 2016.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires est en baisse de 0,3% par rapport au premier semestre 2015. En excluant l'impact négatif de 1,4 point de pourcentage lié à la baisse du prix du cuivre, le chiffre d'affaires a progressé de 1,1%.

Au second trimestre 2016, le chiffre d'affaires s'est élevé à 1 846,4 millions d'euros contre 1 819,2 millions d'euros au second trimestre 2015, soit une hausse de 1,5%, en données publiées.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires est en baisse de 0,9% par rapport au second trimestre 2015. En excluant l'impact négatif de 1,6 point de pourcentage lié à la baisse du prix du cuivre, le chiffre d'affaires est en hausse de 0,7%.

En **France**, le chiffre d'affaires s'est établi à 1 300,0 millions d'euros au premier semestre 2016, en hausse de 1,2% par rapport au premier semestre 2015, en données comparables et à nombre de jours constant, reflétant une bonne performance des ventes dans le génie climatique, des activités d'éclairage et de sécurité, en partie contrastée par une baisse des prix du cuivre.

Au second trimestre 2016, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires est resté stable par rapport au second trimestre 2015.

Au **Royaume-Uni**, le chiffre d'affaires s'est établi à 496,5 millions d'euros au premier semestre 2016, en baisse de 3,7% par rapport au premier semestre 2015, en données comparables et à nombre de jours constant, affecté par une baisse du prix du cuivre et par une diminution des ventes d'équipements photovoltaïques.

Au second trimestre 2016, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires est en baisse de 6,4% par rapport au second trimestre 2015, affecté par une baisse du prix du cuivre, des ventes d'équipements photovoltaïques ainsi que des fermetures d'agences.

En **Allemagne**, le chiffre d'affaires s'est établi à 389,6 millions d'euros au premier semestre 2016, en baisse de 2,4% par rapport au premier semestre 2015, en données comparables et à nombre de jours constant, principalement lié à l'effet défavorable du prix du cuivre. Hors cet effet, le chiffre d'affaires est en hausse de 1,0%, principalement tiré par le marché industriel (énergie, automobile, industrie agro-alimentaire).

Au second trimestre 2016, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires est en baisse de 2,0% par rapport au second trimestre 2015. Le chiffre d'affaire serait en hausse de 2,1%, sans l'effet du prix du cuivre.

En **Scandinavie**, le chiffre d'affaires s'est établi à 458,2 millions d'euros au premier semestre 2016, soit une hausse de 1,8% par rapport au premier semestre 2015, en données comparables et à nombre de jours constant, avec des performances contrastées des trois pays : +7,0% en Suède, -0,1% en Norvège et -7,2% en Finlande. La baisse du chiffre d'affaires en Finlande reflète un effet de base élevé du premier semestre 2015 (+5,1%) ainsi qu'un environnement macro-économique difficile. Au second trimestre 2016, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a augmenté de 3,5% par rapport au second trimestre 2015, avec une hausse de 10,2% en Suède, une baisse de 0,3% en Norvège et 5,7% en Finlande.

En **Belgique** et aux **Pays-Bas**, le chiffre d'affaires s'est respectivement élevé à 176,6 millions d'euros et 113,9 millions d'euros au premier semestre 2016. En Belgique, le chiffre d'affaires a augmenté de 1,0%, compte tenu de la bonne performance des ventes de produits d'équipements photovoltaïques. Les ventes aux Pays-Bas ont enregistré une hausse de 5,1%, en données comparables et à nombre de jours constant.

Au second trimestre 2016, le chiffre d'affaires a progressé en Belgique de 2,9% et a augmenté de 3,3% aux Pays-Bas par rapport au second trimestre 2015.

En **Suisse** et en **Autriche**, le chiffre d'affaires s'est élevé respectivement à 224,2 millions d'euros et 160,2 millions d'euros au premier semestre 2016. En données comparables et à nombre de jours constant, l'Autriche a enregistré une performance de +4,9%, tandis que le chiffre d'affaires de la Suisse a diminué de 5,0% par rapport au premier semestre 2015, toujours affecté par un environnement déflationniste suite à l'appréciation du Franc Suisse depuis 2015.

Au second trimestre 2016, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a augmenté de 4,1% en Autriche, tandis qu'il a diminué en Suisse de 4,0% par rapport au second trimestre 2015.

En **Europe du Sud**, le chiffre d'affaires s'est élevé à 200,0 millions d'euros au premier semestre 2016, en baisse de 5,5% par rapport au premier semestre 2015, en données comparables et à nombre de jours constant, résultant d'une baisse de 4,5% en Espagne principalement liée au marché à l'export alors que le marché national est en hausse de 1,1%. En Italie, le chiffre d'affaires a baissé de 0,9%.

Au second trimestre 2016, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a diminué de 8,2% par rapport au second trimestre 2015, dont une baisse de 7,7% pour l'Espagne, avec un marché à l'export en baisse de 44,2%, et une baisse de 4,7% pour l'Italie.

Marge brute

Au premier semestre 2016, en Europe, la marge brute s'est établie à 975,9 millions d'euros contre 963,6 millions d'euros au premier semestre 2015, en hausse de 1,3%, en données publiées.

En données comparables ajustées, la marge brute a augmenté de 1,8% et le taux de marge brute a progressé de 7 points de base pour s'établir à 26,9% du chiffre d'affaires.

Au second trimestre 2016, en données comparables ajustées, la marge brute a progressé de 3,8% et le taux de marge brute s'est établi à 26,5%, une hausse de 20 points de base par rapport au second trimestre 2015.

Frais administratifs et commerciaux

Au premier semestre 2016, les frais administratifs et commerciaux se sont élevés à 780,5 millions d'euros contre 762,9 millions d'euros au premier semestre 2015, en hausse de 2,3%, en données publiées.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 2,6% au premier semestre 2016, représentant 21,4% du chiffre d'affaires, soit une hausse de 20 points de base par rapport à 21,2% au premier semestre 2015, reflétant des charges d'investissement et des amortissements en augmentation.

Au second trimestre 2016, en données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 4,2%, représentant 21,1% du chiffre d'affaires contre 20,8% au second trimestre 2015.

EBITA

Au premier semestre 2016, en conséquence, l'EBITA s'est établi à 195,3 millions d'euros contre 200,8 millions d'euros au premier semestre 2015, en baisse de 2,7% par rapport à l'année précédente, en données publiées.

En données comparables ajustées, l'EBITA a diminué de 1,1% par rapport au premier semestre 2015 et le taux d'EBITA a baissé de 10 points de base pour s'établir à 5,5% du chiffre d'affaires.

Au second trimestre 2016, en données comparables ajustées, l'EBITA a augmenté de 2,3% avec un taux stable à 5,4% du chiffre d'affaires.

1.2.3| Amérique du Nord (34% du chiffre d'affaires du Groupe)

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Période close le 30 juin		
	2016	2015	Variation en %	2016	2015	Variation en %
Chiffre d'affaires	1 171,6	1 250,9	(6,3)%	2 236,4	2 379,3	(6,0)%
Marge brute	257,1	275,3	(6,6)%	487,9	524,2	(6,9)%
Frais administratifs et commerciaux	(207,1)	(222,9)	(7,1)%	(414,7)	(442,5)	(6,3)%
EBITA	50,0	52,5	(4,7)%	73,1	81,7	(10,5)%
en % du chiffre d'affaires	4,3%	4,2%		3,3%	3,4%	

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Période close le 30 juin		
	2016	2015	Variation en %	2016	2015	Variation en %
Chiffre d'affaires	1 171,6	1 219,4	(3,9)%	2 236,4	2 347,8	(4,7)%
Variation à nombre de jours constant			(4,2)%			(4,3)%
Marge brute	260,2	271,0	(4,0)%	495,7	521,9	(5,0)%
en % du chiffre d'affaires	22,2%	22,2%		22,2%	22,2%	
Frais administratifs et commerciaux	(207,4)	(217,6)	(4,7)%	(415,4)	(437,9)	(5,1)%
en % du chiffre d'affaires	(17,7)%	(17,8)%		(18,6)%	(18,7)%	
EBITA	52,8	53,3	(1,0)%	80,3	84,0	(4,3)%
en % du chiffre d'affaires	4,5%	4,4%		3,6%	3,6%	

Chiffre d'affaires

Au premier semestre 2016, le chiffre d'affaires de la zone Amérique du Nord s'est établi à 2 236,4 millions d'euros contre 2 379,3 millions d'euros au premier semestre 2015, soit une baisse de 6,0% par rapport à l'année précédente, en données publiées.

L'effet défavorable de l'évolution des taux de change, notamment lié à la dépréciation du dollar canadien par rapport à l'euro, a représenté un montant de 40,2 millions d'euros.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a diminué de 4,3% par rapport au premier semestre 2015, affecté par une baisse de 29% des ventes dans le secteur pétrolier et gazier, qui représente 8% du chiffre d'affaires total de la région. Si on exclut cet effet, le chiffre d'affaires est en baisse de 1,9%.

Au second trimestre 2016, le chiffre d'affaires s'est élevé à 1 171,6 millions d'euros, en baisse de 6,3% en données publiées par rapport aux 1 250,9 millions d'euros enregistrés sur le second trimestre 2015.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a diminué de 4,2% par rapport au second trimestre 2015, affecté par une baisse de 21% des ventes dans le secteur pétrolier et gazier. Si on exclut cet effet, le chiffre d'affaires est en baisse de 2,7%.

Aux **Etats-Unis**, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'est élevé à 1 755,8 millions d'euros au premier semestre 2016, en baisse de 3,5% par rapport au premier semestre 2015. Le chiffre d'affaires a souffert d'une baisse des ventes dans le secteur pétrolier et gazier représentant 2,8 points de pourcentage, d'une baisse des ventes de câbles représentant 2,1 points de pourcentage et de fermetures d'agences représentant 1,3 point de pourcentage (mise en place aux Etats-Unis du programme de contrôle des coûts le 29 juillet 2015). Si on exclut ces effets, le chiffre d'affaires a progressé de 2,7% au premier semestre 2016, reflétant une croissance du marché non résidentiel.

Au second trimestre 2016, en données comparables et à nombre de jours constant, les ventes ont baissé de 3,4% par rapport au second trimestre 2015. Le chiffre d'affaires a souffert d'une baisse de 24% des ventes dans le secteur pétrolier et gazier représentant 1,7 points de pourcentage, d'une baisse des ventes de câbles représentant 2,0 points de pourcentage et de fermetures d'agences représentant 1,1 point de pourcentage. Hors ces effets, le chiffre d'affaires est en hausse de 1,4% sur le second trimestre.

Au **Canada**, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'est établi à 480,6 millions d'euros au premier semestre 2016, en baisse de 7,2% par rapport au premier semestre 2015, dont 1,0 point de pourcentage attribuable à la baisse des ventes dans le secteur pétrolier et gazier (11% de baisse), 1,3 point de pourcentage lié à la baisse des ventes de câbles et 0,8 point de pourcentage lié à la baisse de 87% des ventes dans l'éolien.

Au second trimestre 2016, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a diminué de 7,1% par rapport au second trimestre 2015, dont 0,8 point de pourcentage attribuable à la baisse de 9% des ventes dans le secteur pétrolier et gazier, 0,9% point de pourcentage lié à la baisse des ventes de câbles et 1,4 point de pourcentage concernant la baisse des ventes de 89% dans l'éolien. Si on exclut ces effets défavorables, le chiffre d'affaires a baissé de 4,0% au second trimestre 2016, reflétant une faiblesse de l'environnement macro-économique.

Marge brute

Au premier semestre 2016, en Amérique du Nord, la marge brute a atteint 487,9 millions d'euros contre 524,2 millions d'euros au premier semestre 2015, soit une baisse de 6,9% en données publiées.

En données comparables ajustées, la marge brute a diminué de 5,0% et le taux de marge brute a diminué de 6 points de base par rapport au premier semestre 2015, à 22,2% du chiffre d'affaires. Cette détérioration de la marge brute est principalement attribuable au Canada.

Au second trimestre 2016, en données comparable ajustées, la marge brute a diminué de 4,0% et le taux de marge brute, qui ressort à 22,2% du chiffre d'affaires, est stable, par rapport au second trimestre 2015.

Frais administratifs et commerciaux

Au premier semestre 2016, les frais administratifs et commerciaux se sont élevés à 414,7 millions d'euros contre 442,5 millions d'euros en au premier semestre 2015, en baisse de 6,3% en données publiées.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont baissé de 5,1% au premier semestre 2016, représentant 18,6% du chiffre d'affaires, soit une baisse de 10 points de base par rapport à 18,7% au premier semestre 2015, principalement lié au programme de contrôle des coûts mis en place en Amérique du Nord en 2015.

Au second trimestre 2016, en données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont baissé de 4,7%, représentant 17,7% du chiffre d'affaires contre 17,8% au second trimestre 2015.

EBITA

Au premier semestre 2016, en conséquence, l'EBITA s'est élevé à 73,1 millions d'euros contre 81,7 millions d'euros au premier semestre 2015, en baisse de 10,5% en données publiées.

En données comparables ajustées, l'EBITA a diminué de 4,3% par rapport au premier semestre 2015.

Au second trimestre 2016, en données comparables ajustées, l'EBITA a diminué de 1,0% pendant que le taux d'EBITA a augmenté 10 points de base, à 4,5% du chiffre d'affaires.

1.2.4| Asie-Pacifique (10% du chiffre d'affaires du Groupe)

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Période close le 30 juin		
	2016	2015	Variation en %	2016	2015	Variation en %
Chiffre d'affaires	331,9	353,4	(6,1)%	632,6	661,1	(4,3)%
Marge brute	61,5	62,9	(2,2)%	115,8	121,6	(4,8)%
Frais administratifs et commerciaux	(56,7)	(56,3)	0,7%	(108,3)	(108,9)	(0,5)%
EBITA	4,8	6,6	(27,2)%	7,5	12,7	(41,1)%
en % du chiffre d'affaires	1,4%	1,9%		1,2%	1,9%	

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Période close le 30 juin		
	2016	2015	Variation en %	2016	2015	Variation en %
Chiffre d'affaires	331,9	339,0	(2,1)%	632,6	638,4	(0,9)%
Variation à nombre de jours constant			(3,2)%			(1,6)%
Marge brute	61,5	59,7	3,0%	115,8	115,9	(0,1)%
en % du chiffre d'affaires	18,5%	17,6%		18,3%	18,2%	
Frais administratifs et commerciaux	(56,7)	(53,2)	6,4%	(108,3)	(103,4)	4,7%
en % du chiffre d'affaires	(17,1)%	(15,7)%		(17,1)%	(16,2)%	
EBITA	4,8	6,5	(25,5)%	7,5	12,5	(40,0)%
en % du chiffre d'affaires	1,4%	1,9%		1,2%	2,0%	

Chiffre d'affaires

Au premier semestre 2016, le chiffre d'affaires de la zone Asie-Pacifique s'est élevé à 632,6 millions d'euros contre 661,1 millions d'euros au premier semestre 2015, en baisse de 4,3% en données publiées.

L'effet défavorable de l'évolution des taux de change a représenté 36,8 millions d'euros, principalement dû à la dépréciation du Yuan chinois par rapport à l'euro.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a diminué de 1,6% par rapport au premier semestre 2015.

Au second trimestre 2016, le chiffre d'affaires s'est élevé à 331,9 millions d'euros, en baisse de 6,1% en données publiées par rapport aux 353,4 millions d'euros enregistrés au second trimestre 2015.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires est en diminution de 3,2% par rapport au second trimestre 2015.

En **Australie**, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'est établi à 243,7 millions d'euros, soit une hausse de 0,6% par rapport au premier semestre 2015, reflétant une hausse séquentielle des ventes.

Au second trimestre 2016, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires est stable par rapport au second trimestre 2015.

En **Chine**, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'est établi à 214,8 millions d'euros au premier semestre 2016, soit une baisse de 12,0% par rapport au premier semestre 2015, en raison d'un environnement macro-économique difficile.

Au second trimestre 2016, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a baissé de 18,1% par rapport au second trimestre 2015.

Marge brute

Au premier semestre 2016, en Asie-Pacifique, la marge brute a diminué de 4,8% à 115,8 millions d'euros contre 121,6 millions d'euros au premier semestre 2015, en données publiées.

En données comparables ajustées, la marge brute a diminué de 0,1% et le taux de marge brute s'est établi à 18,3% en hausse de 10 points de base par rapport au premier semestre 2015.

Au second trimestre 2016, en données comparables ajustées, la marge brute a augmenté de 3,0% et le taux de marge brute s'est établi à 18,5%, soit une augmentation de 90 points de base par rapport au second trimestre 2015.

Frais administratifs et commerciaux

Au premier semestre 2016, les frais administratifs et commerciaux se sont élevés à 108,3 millions d'euros, en baisse de 0,5% par rapport au premier semestre 2015 où ils s'élevaient à 108,9 millions d'euros, en données publiées.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 4,7% par rapport au premier semestre 2015, représentant 17,1% du chiffre d'affaires au premier semestre 2016, soit une détérioration de 90 points de base par rapport à 16,2% au premier semestre 2015.

Au second trimestre 2016, en données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 6,4%, représentant 17,1% du chiffre d'affaires contre 15,7% au second trimestre 2015.

EBITA

Au premier semestre 2016, en conséquence, l'EBITA s'est établi à 7,5 millions d'euros, contre 12,7 millions d'euros au premier semestre 2015, en baisse de 41,1% en données publiées.

En données comparables ajustées, il a diminué de 40,0% par rapport au premier semestre 2015. Le taux d'EBITA a baissé de 80 points de base à 1,2% du chiffre d'affaires.

Au second trimestre 2016, en données comparables ajustées, l'EBITA a diminué de 25,5%, soit une diminution de 50 points de base du taux d'EBITA, à 1,4% du chiffre d'affaires.

1.2.5 | Autres activités

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Période close le 30 juin		
	2016	2015	Variation en %	2016	2015	Variation en %
Chiffre d'affaires	0,0	0,0	n.a.	0,0	0,0	n.a.
Marge brute	0,0	0,0	n.a.	0,0	0,0	n.a.
Frais administratifs et commerciaux	(7,0)	(9,2)	(24,3)%	(15,1)	(19,8)	(23,6)%
EBITA	(7,0)	(9,2)	(24,4)%	(15,1)	(19,8)	(23,7)%
en % du chiffre d'affaires	n.a.	n.a.		n.a.	n.a.	

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Période close le 30 juin		
	2016	2015	Variation en %	2016	2015	Variation en %
Chiffre d'affaires	0,0	0,0	n.a.	0,0	0,0	n.a.
Marge brute	0,0	0,0	n.a.	0,0	0,0	n.a.
en % du chiffre d'affaires	n.a.	n.a.		n.a.	n.a.	
Frais administratifs et commerciaux	(7,0)	(8,5)	(18,0)%	(15,1)	(18,3)	(17,7)%
en % du chiffre d'affaires	n.a.	n.a.		n.a.	n.a.	
EBITA	(7,0)	(8,5)	(18,0)%	(15,1)	(18,3)	(17,7)%
en % du chiffre d'affaires	n.a.	n.a.		n.a.	n.a.	

Ce segment concerne principalement les frais de siège non alloués. Ces frais ont baissé de 3,2 millions d'euros par rapport au premier semestre 2015, principalement lié à la baisse des charges de personnel.

1.3 | Perspectives

En ce qui concerne le deuxième semestre de l'année, des effets contraires sont attendus :

- Certains éléments devraient favoriser le deuxième semestre en comparaison du premier semestre :
 - L'activité en France (environ 1/3 des ventes du Groupe) devrait bénéficier progressivement des premiers effets de la reprise de la construction,
 - L'effet défavorable de la baisse des ventes à l'industrie pétrolière et gazière (environ 8% des ventes en Amérique du Nord) devrait s'atténuer,
 - L'effet défavorable de la baisse du prix du cuivre devrait s'amoindrir, notamment au 4ème trimestre.
- D'autres éléments conduisent à la prudence sur le second semestre :
 - Les conséquences du Brexit sur l'activité au Royaume-Uni (environ 8% des ventes du Groupe) sont encore difficiles à estimer,
 - L'incertitude quant aux niveaux d'activité industrielle en Amérique du Nord et en Chine.

En conséquence, les objectifs financiers annuels 2016 demeurent inchangés :

- Une croissance organique des ventes en données comparables et à nombre de jours constant comprise entre -3% et +1%,
- Une marge d'EBITA ajustée comprise entre 4,1% et 4,5%,
- Une génération solide de free cash-flow :
 - comprise entre 70% et 80% de l'EBITDA, avant intérêts et impôts,
 - comprise entre 35% et 45% de l'EBITDA, après intérêts et impôts.

Comme annoncé le 24 juin, Ian MEAKINS, qui a rejoint le Conseil d'administration le 1^{er} juillet, en deviendra Président non exécutif à compter du 1^{er} octobre.

Rexel présentera à la fois ses objectifs financiers annuels pour 2017 et ses ambitions actualisées à horizon 2020, en même temps que ses résultats annuels 2016, lors d'une réunion financière qui se tiendra à Paris le 13 février 2017.

1.4 | Facteurs de risques et incertitudes

Les activités du Groupe sont exposées à certains facteurs de risques macro-économiques, concurrentiels, opérationnels, de marché et juridiques. Ces facteurs de risques sont décrits dans le Document de référence 2015 enregistré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 7 avril 2016 sous le numéro D.16-0299. Il n'y a pas eu d'évolution significative dans la nature de ces facteurs de risques au cours du premier semestre 2016.

2. | TRESORERIE ET CAPITAUX

2.1 | Flux de trésorerie

(en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Période close le 30 juin		
	2016	2015	Variation en valeur	2016	2015	Variation en valeur
Flux de trésorerie d'exploitation	151,3	142,3	9,0	274,4	271,9	2,5
Intérêts	(31,9)	(38,1)	6,2	(63,5)	(79,5)	16,0
Impôts	(14,0)	(41,2)	27,2	(34,3)	(75,2)	40,8
Variation du besoin en fonds de roulement	62,7	25,4	37,3	(224,4)	(220,8)	(3,6)
Flux nets des activités opérationnelles	168,0	88,4	79,7	(47,9)	(103,6)	55,7
<i>Dont les flux de trésorerie des activités opérationnelles provenant des activités abandonnées</i>	-	(3,5)	3,5	-	(10,9)	10,9
Flux nets des activités opérationnelles - activités poursuivies	168,0	91,9	76,1	(47,9)	(92,6)	44,8
Flux nets des activités d'investissement	(25,9)	(36,5)	10,6	(146,3)	(73,9)	(72,4)
<i>Dont les flux de trésorerie des activités d'investissement provenant des activités abandonnées</i>	-	(0,8)	0,8	-	(1,7)	1,7
Flux nets des activités d'investissement - activités poursuivies	(25,9)	(35,8)	9,8	(146,3)	(72,2)	(74,1)
<i>Dont investissements opérationnels ⁽¹⁾</i>	(25,9)	(26,0)	0,1	(56,9)	(57,2)	0,3
Flux nets des activités de financement	(52,4)	(54,8)	2,4	(63,2)	(493,8)	430,6
<i>Dont les flux de trésorerie des activités de financement provenant des activités abandonnées</i>	-	0,7	(0,7)	-	10,8	(10,8)
Flux nets des activités de financement - activités poursuivies	(52,4)	(55,5)	3,1	(63,2)	(504,7)	441,5
Variation nette de la trésorerie	89,7	(2,9)	92,7	(257,3)	(671,3)	414,0
<i>Dont la variation nette de la trésorerie provenant des activités abandonnées</i>	-	(3,6)	3,6	-	(1,8)	1,8
Variation nette de la trésorerie - activités poursuivies	89,7	0,7	89,1	(257,3)	(669,5)	412,2
Trésorerie disponible après investissements opérationnels nets des activités poursuivies (« Free cash flow ») :						
Flux de trésorerie d'exploitation	151,3	143,2	8,1	274,4	273,4	1,0
Variation du besoin en fonds de roulement	62,7	27,0	35,7	(224,4)	(213,8)	(10,6)
Investissements opérationnels ⁽¹⁾	(25,9)	(26,0)	0,1	(56,9)	(57,2)	0,3
Trésorerie disponible après investissements opérationnels nets avant intérêts et impôts	188,1	144,2	43,9	(6,9)	2,4	(9,3)
Intérêts	(31,9)	(36,5)	4,6	(63,5)	(76,6)	13,1
Impôts	(14,0)	(41,8)	27,8	(34,3)	(75,6)	41,3
Trésorerie disponible après investissements opérationnels nets après intérêts et impôts	142,2	65,9	76,3	(104,7)	(149,8)	45,1
Besoin en fonds de roulement, en % du chiffre d'affaires⁽²⁾ au :						
Données publiées				30 juin 2016	30 juin 2015	
Données comparables				10,8%	11,3%	
(1) Nettes des cessions				10,7%	11,4%	
(2) Besoin en fonds de roulement, fin de période, divisé par le chiffre d'affaires des 12 derniers mois						

2.1.1 | Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles

Les flux nets provenant des activités opérationnelles du Groupe ont représenté un emploi de 47,9 millions d'euros au premier semestre 2016 contre un emploi de 103,6 millions d'euros au premier semestre 2015 (92,6 millions d'euros à l'exclusion des activités abandonnées).

Flux de trésorerie d'exploitation - activités poursuivies

Au premier semestre 2016, les flux de trésorerie d'exploitation avant intérêts, impôt et variation du besoin en fonds de roulement sont restés stables par rapport au premier semestre 2015, représentant une ressource de 274,4 millions d'euros.

Intérêts et impôts - activités poursuivies

Au premier semestre 2016, les intérêts versés ont diminué pour s'établir à 63,5 millions d'euros contre 79,5 millions d'euros enregistrés au premier semestre 2015. Cette diminution provient essentiellement du remboursement anticipé de l'obligation à échéance 2018 et du refinancement, à un taux d'intérêt inférieur, de l'obligation à échéance 2019, ces opérations ayant eu lieu au premier semestre 2015.

Au premier semestre 2016, l'impôt sur les sociétés payé a diminué pour s'établir à 34,3 millions d'euros contre 75,2 millions d'euros au premier semestre 2015. Cette diminution est liée aux remboursements reçus au premier semestre 2016 des acomptes d'impôt payés en 2015 en raison d'un résultat fiscal 2015 inférieur aux prévisions en France. Par ailleurs, au premier semestre 2015, l'impôt payé incluait le décaissement au titre d'un redressement fiscal en Finlande. Ce redressement est toutefois contesté par le Groupe qui a déposé un recours.

Variation du besoin en fonds de roulement - activités poursuivies

Au premier semestre 2016, la variation du besoin en fonds de roulement a représenté un emploi net de 224,4 millions d'euros globalement stable par rapport au premier semestre 2015. Cet emploi est principalement attribuable aux créances clients pour 165,3 millions d'euros (83,9 millions d'euros au premier semestre 2015), compensé par une amélioration des stocks qui a représenté une ressource de 15,5 millions d'euros (contre un emploi de 38,6 millions d'euros au premier semestre 2015) ainsi que des dettes fournisseurs qui représentent une ressource de 33,8 millions d'euros (contre un emploi de 61,2 millions d'euros au premier semestre 2015).

En pourcentage du chiffre d'affaires des 12 derniers mois, à données comparables, le besoin en fonds de roulement s'est élevé à 10,7% du chiffre d'affaires au 30 juin 2016, à comparer à 11,4% au 30 juin 2015. Cette amélioration de 70 points de base est principalement attribuable aux dettes fournisseurs dont le délai de règlement a augmenté de trois jours au 30 juin 2016 par rapport au 30 juin 2015.

2.1.2| Trésorerie nette provenant des activités d'investissement

La trésorerie nette provenant des activités d'investissement comprend les acquisitions et les cessions d'immobilisations ainsi que les investissements financiers. Elle représentait un emploi de 146,3 millions d'euros au premier semestre 2016 contre un emploi de 73,9 millions d'euros au premier semestre 2015.

(en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin		Période close le 30 juin	
	2016	2015	2016	2015
Acquisition d'immobilisations opérationnelles	(26,9)	(25,2)	(53,4)	(51,2)
Produits de cession d'immobilisations opérationnelles	2,3	1,8	5,9	2,3
Variation nette des dettes et créances sur immobilisations	(1,3)	(2,6)	(9,3)	(8,2)
Flux nets des activités d'investissement opérationnel des <u>activités poursuivies</u>	(25,9)	(26,0)	(56,9)	(57,2)
Flux nets des activités d'investissement opérationnel des <u>activités abandonnées</u>	-	(0,8)	-	(1,7)
Flux nets des activités d'investissement opérationnel	(25,9)	(26,8)	(56,9)	(58,9)
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	(2,5)	(11,6)	(91,5)	(14,1)
Cession de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	1,7	-	1,7	-
Flux nets des activités d'investissement financier	(0,9)	(11,6)	(89,9)	(14,1)
Variation nette des placements à long terme	0,8	1,8	0,5	(0,9)
Flux nets des activités d'investissement	(25,9)	(36,5)	(146,3)	(73,9)

Acquisitions et cessions d'immobilisations opérationnelles - activités poursuivies

Le montant des acquisitions d'immobilisations net des cessions a représenté un emploi de trésorerie de 56,9 millions d'euros au premier semestre 2016 contre 57,2 millions d'euros au premier semestre 2015.

Au premier semestre 2016, les dépenses brutes d'investissement se sont élevées à 53,4 millions d'euros (51,2 millions d'euros au premier semestre 2015), soit 0,8 % du chiffre d'affaires de la période. Les cessions d'immobilisations opérationnelles ont généré une ressource de 5,9 millions d'euros (2,3 millions d'euros au premier semestre 2015). La variation nette des dettes et créances correspondantes s'est élevée à 9,3 millions d'euros, augmentant d'autant les investissements nets de la période (contre une hausse de 8,2 millions d'euros au premier semestre 2015).

Investissements financiers

Les investissements financiers ont représenté un emploi net de 91,5 millions d'euros au premier semestre 2016 contre 14,1 millions d'euros au premier semestre 2015, lié principalement aux acquisitions de filiales.

Au premier semestre 2016, ils sont principalement constitués du prix d'acquisition de Sofinther et de Cordia en France et de Brohl and Appel aux Etats-Unis, ainsi que du paiement de compléments et d'ajustements de prix relatifs à des acquisitions réalisées les années précédentes.

Au premier semestre 2015, ils comprenaient principalement les prix d'acquisition d'Electro-Industry Acoustiek en Belgique et de Shanghai Maxqueen Industry Development Co. Ltd en Chine, ainsi que du paiement de compléments et d'ajustements de prix relatifs au titre d'acquisitions antérieures.

2.1.3| Trésorerie nette provenant des activités de financement

La trésorerie nette provenant des activités de financement comprend les variations de la dette financière.

Au premier semestre 2016, la trésorerie nette provenant des activités de financement reflète un décaissement net de 63,2 millions d'euros, comprenant principalement :

- le rachat anticipé des obligations à échéance 2020 et portant intérêt à 5,125% réalisé le 16 juin 2016 pour un montant de 675,0 millions d'euros incluant une prime de rachat de 25,0 millions d'euros ;
- la diminution de 52,5 millions d'euros des cessions de créances commerciales au titre des programmes de titrisation ;

partiellement compensé par :

- l'émission d'obligations de 650 millions d'euros à échéance 2023 et portant intérêt à 3,50% pour un montant net des coûts de transaction de 643,4 millions d'euros.

Au premier semestre 2015, la trésorerie nette provenant des activités de financement reflète un décaissement net de 493,8 millions d'euros, comprenant principalement :

- le rachat anticipé des obligations à échéance 2018 et portant intérêt à 7,00% pour un montant de 522,6 millions d'euros incluant une prime de rachat de 25,4 millions d'euros ;
- le rachat anticipé des obligations à échéance 2019 et portant intérêt à 6,125% pour un montant de 468,6 millions d'euros incluant une prime de rachat de 25,5 millions d'euros ;
- la diminution de 163,0 millions d'euros des cessions de créances commerciales au titre des programmes de titrisation ;

partiellement compensé par :

- l'émission d'obligations de 500 millions d'euros à échéance 2022 et portant intérêt à 3,25% pour un montant net des coûts de transaction de 489,7 millions d'euros ;
- l'augmentation des autres dettes financières pour 174,3 millions d'euros.

2.2 | Sources de financement

En complément de la trésorerie provenant de son activité, le Groupe se finance principalement au moyen d'emprunts obligataires, de cessions de créances commerciales et de lignes de crédit multilatérales. Au 30 juin 2016, l'endettement net consolidé de Rexel s'établissait à 2 380,2 millions d'euros et s'analysait comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2016			31 décembre 2015		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Obligations senior	-	1 634,6	1 634,6	-	1 637,1	1 637,1
Titrisation	326,5	684,1	1 010,6	378,7	710,8	1 089,4
Emprunt auprès des établissements de crédit	56,0	4,0	60,0	57,2	1,5	58,7
Billets de trésorerie	145,8	-	145,8	134,6	-	134,6
Concours bancaires et autres emprunts	92,1	-	92,1	88,4	-	88,4
Location financement	7,5	18,7	26,3	8,0	19,5	27,6
Intérêts courus ⁽¹⁾	8,1	-	8,1	8,1	-	8,1
Autres						
Moins coûts de transaction	(6,2)	(25,4)	(31,6)	(6,5)	(26,9)	(33,3)
Total des dettes financières et intérêts courus	629,9	2 315,9	2 945,9	668,5	2 342,1	3 010,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(535,1)			(804,8)
Créances sur intérêts courus			(0,6)			(0,7)
Dérivés de couverture de la dette			(29,9)			(6,4)
Endettement financier net			2 380,2			2 198,7

⁽¹⁾ dont intérêts courus sur les Obligations Senior pour un montant de 4,5 millions d'euros au 30 juin 2016 (3,3 millions d'euros au 31 décembre 2015)

Au 30 juin 2016, la liquidité du Groupe s'élevait à 1 360,2 millions d'euros (1 645,5 millions d'euros au 31 décembre 2015).

En millions d'euros	30 juin 2016	31 décembre 2015
Trésorerie et équivalents de trésorerie	535,1	804,8
Découverts bancaires	(92,1)	(88,4)
Billets de trésorerie	(145,8)	(134,6)
Contrat de crédit senior non tiré	982,0	982,0
Ligne bilatérale	81,0	81,7
Liquidité	1 360,2	1 645,5

Contrat de crédit senior

Selon les termes de ce contrat de crédit senior, Rexel doit maintenir un ratio d'endettement inférieur à 3,50 fois au 30 juin et au 31 décembre de chaque année. Le ratio d'endettement, tel que calculé selon les termes du Contrat de Crédit Senior, s'est élevé à 3,25x au 30 juin 2016 (contre 2,99x au 31 décembre 2015 et 3,20x au 30 juin 2015).

II. États financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2016 *(non audités¹)*

1. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2016 ont fait l'objet d'un examen limité par les Commissaires aux Comptes. Leur rapport sur l'information financière semestrielle 2016 est présenté à la suite des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

SOMMAIRE

Compte de résultat consolidé (non audité).....	27
Résultat global consolidé (non audité)	28
Bilan consolidé (non audité)	29
Tableau des flux de trésorerie consolidé (non audité)	30
Tableau de variation des capitaux propres consolidés (non audité)	31
Notes annexes aux états financiers consolidés	32
1. Informations générales	32
2. Evénements significatifs de la période close le 30 juin 2016	32
3. Principales méthodes comptables.....	32
4. Regroupements d'entreprises	35
5. Information sectorielle	36
6. Frais administratifs et commerciaux.....	37
7. Autres produits et autres charges.....	38
8. Charges financières nettes.....	38
9. Impôt sur les bénéfices.....	39
10. Opérations abandonnées	39
11. Dividendes	40
12. Résultats par action	40
13. Paiements fondés sur des actions.....	41
14. Avantages du personnel	41
15. Endettement financier.....	42
16. Juste valeur des instruments financiers	46
17. Saisonnalité	47
18. Litiges	47
19. Evènements postérieurs à la période de reporting.....	47

Compte de résultat consolidé (non audité)

(en millions d'euros)	Note	Trimestre clos le 30 juin		Période close le 30 juin	
		2016	2015	2016	2015
Chiffre d'affaires	5	3 349,9	3 423,5	6 510,5	6 645,2
Coût des ventes		(2 543,5)	(2 608,6)	(4 930,9)	(5 035,8)
Marge brute		806,4	814,9	1 579,6	1 609,4
Frais administratifs et commerciaux	6	(664,6)	(670,2)	(1 327,9)	(1 342,6)
Résultat opérationnel avant autres produits et charges		141,8	144,7	251,7	266,8
Autres produits	7	0,6	0,4	1,5	0,6
Autres charges	7	(15,6)	(42,4)	(33,5)	(59,8)
Résultat opérationnel		126,7	102,6	219,7	207,6
Produits financiers		0,4	0,4	1,1	1,3
Coût de l'endettement financier		(28,3)	(29,8)	(56,4)	(70,3)
Frais financiers liés aux opérations de refinancement		(10,0)	(33,0)	(10,0)	(52,5)
Autres charges financières		(5,8)	(7,5)	(11,6)	(17,9)
Charges financières (nettes)	8	(43,7)	(69,8)	(76,9)	(139,4)
Résultat net avant impôt		83,0	32,8	142,8	68,2
Impôt sur le résultat	9	(26,1)	(12,8)	(47,0)	(25,0)
Résultat net des activités poursuivies		57,0	20,0	95,8	43,2
Résultat net des activités abandonnées	10	-	(39,2)	-	(41,7)
Résultat net		57,0	(19,2)	95,8	1,5
Dont attribuable :					
aux actionnaires de la société mère		57,1	(18,6)	96,0	2,5
aux intérêts ne conférant pas le contrôle		(0,1)	(0,6)	(0,2)	(1,0)
Résultat net par action :					
Résultat de base par action (en euros)	12	0,19	(0,06)	0,32	0,01
Résultat dilué par action (en euros)	12	0,19	(0,06)	0,32	0,01
Résultat net par action des activités poursuivies :					
Résultat de base par action des activités poursuivies (en euros)		0,19	0,07	0,32	0,15
Résultat dilué par action des activités poursuivies (en euros)		0,19	0,07	0,32	0,15

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Résultat global consolidé (non audité)

	(en millions d'euros)	Note	Trimestre clos le 30 juin		Période close le 30 juin	
			2016	2015	2016	2015
Résultat net			57,0	(19,2)	95,8	1,5
Eléments destinés à être reclassés en compte de résultat						
Profit / (perte) sur couvertures d'investissements nets à l'étranger			(50,0)	28,6	10,8	(109,2)
Effet d'impôt			17,2	(9,8)	(3,7)	37,6
			(32,8)	18,8	7,1	(71,6)
Ecarts de conversion			76,2	(60,0)	(37,4)	220,2
Effet d'impôt			(20,7)	11,0	3,3	(29,3)
			55,5	(49,0)	(34,1)	190,9
Profit / (perte) sur couvertures de flux de trésorerie			(0,7)	1,9	(3,1)	0,2
Effet d'impôt			0,2	(0,6)	1,1	0,0
			(0,4)	1,3	(2,0)	0,2
Eléments non reclassables en compte de résultat						
Gains / (pertes) actuariels(-les) sur engagements de retraite et avantages assimilés		14	(36,1)	77,4	(53,4)	34,5
Effet d'impôt			4,8	(5,6)	9,7	0,3
			(31,2)	71,7	(43,8)	34,8
Autres éléments du résultat global au titre de la période, nets d'impôt			(9,0)	42,9	(72,8)	154,3
<i>dont autres éléments du résultat global provenant des activités abandonnées</i>			-	(0,8)	-	0,9
Résultat global consolidé au titre de la période, net d'impôt			48,0	23,7	23,0	155,8
Dont attribuable :						
aux actionnaires de la société mère			48,0	24,9	23,6	156,1
aux intérêts ne conférant pas le contrôle			0,0	(1,3)	(0,6)	(0,3)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Bilan consolidé (non audité)

(en millions d'euros)	Note	Au 30 juin	Au 31 décembre
		2016	2015
Actifs			
Goodwill		4 285,8	4 266,6
Immobilisations incorporelles		1 107,4	1 108,0
Immobilisations corporelles		290,6	288,7
Actifs financiers non courants		57,2	33,8
Actifs d'impôt différé		145,6	159,0
Total des actifs non courants		5 886,6	5 856,2
Stocks		1 524,8	1 535,0
Créances clients		2 289,2	2 129,4
Créances d'impôt courant		24,4	47,6
Autres actifs		525,5	495,3
Actifs destinés à être cédés		0,3	53,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15.1	535,1	804,8
Total des actifs courants		4 899,2	5 065,8
Total des actifs		10 785,8	10 922,1
Capitaux propres			
Capital social		1 511,1	1 509,4
Prime d'émission		1 567,1	1 680,5
Réserves		1 171,8	1 154,1
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société		4 250,0	4 343,9
Intérêts ne conférant pas le contrôle		8,4	9,0
Total des capitaux propres		4 258,4	4 352,9
Dettes			
Dettes financières non courantes	15.1	2 315,9	2 342,1
Provisions pour retraites et avantages assimilés		378,0	343,4
Passifs d'impôt différé		205,6	211,2
Provisions et autres passifs non courants		79,8	72,3
Total des passifs non courants		2 979,3	2 968,9
Dettes financières courantes	15.1	621,8	660,4
Intérêts courus	15.1	8,1	8,1
Dettes fournisseurs		2 105,9	2 138,3
Dividendes à payer	11	120,3	-
Dette d'impôt exigible		12,6	29,8
Autres dettes		679,1	712,9
Passifs liés aux actifs destinés à être cédés		0,2	50,7
Total des passifs courants		3 548,1	3 600,2
Total des passifs		6 527,4	6 569,1
Total des passifs et des capitaux propres		10 785,8	10 922,1

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableau des flux de trésorerie consolidé (non audité)

		Trimestre clos le 30 juin		Période close le 30 juin	
(en millions d'euros)	Note	2016	2015	2016	2015
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles					
Résultat opérationnel		126,7	64,6	219,7	168,5
Amortissements et dépréciations d'actifs	6-7	29,3	82,0	56,6	108,3
Avantages du personnel		(9,1)	(7,4)	(13,0)	(11,2)
Variation des autres provisions		(1,9)	1,9	2,3	0,8
Autres éléments opérationnels sans effet sur la trésorerie		6,3	1,2	8,7	5,5
Intérêts payés		(31,9)	(38,1)	(63,5)	(79,5)
Impôt payé		(14,0)	(41,2)	(34,3)	(75,2)
Flux de trésorerie des activités opérationnelles avant variation du besoin en fonds de roulement		105,4	63,0	176,6	117,3
Variation des stocks		11,4	(26,7)	15,5	(37,0)
Variation des créances clients		(96,8)	(60,2)	(165,3)	(87,6)
Variation des dettes fournisseurs		189,7	116,1	(33,8)	(67,0)
Variations des autres créances et autres dettes		(41,6)	(3,9)	(40,8)	(29,2)
Variation du besoin en fonds de roulement		62,7	25,4	(224,4)	(220,8)
Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles		168,0	88,4	(47,9)	(103,6)
dont flux de trésorerie des activités opérationnelles provenant des activités abandonnées		-	(3,5)	-	(10,9)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement					
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(28,2)	(28,6)	(62,8)	(61,3)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		2,3	1,9	5,9	2,4
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	4.2	(2,5)	(11,6)	(91,5)	(14,1)
Cession de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée		1,7	-	1,7	-
Variation des placements à long terme		0,8	1,8	0,5	(0,9)
Trésorerie nette provenant des activités d'investissement		(25,9)	(36,5)	(146,3)	(73,9)
dont flux de trésorerie des activités d'investissement provenant des activités abandonnées		-	(0,8)	-	(1,7)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement					
Contribution reçue des intérêts ne conférant pas le contrôle		-	2,7	-	2,7
Ventes / (Achats) d'actions propres		(1,3)	(2,0)	(0,3)	(0,1)
Acquisition de participations ne conférant pas le contrôle		-	-	-	(5,0)
Emission d'emprunts obligataires nette des coûts de transactions		643,4	489,7	643,4	489,7
Remboursement d'obligations	15.2	(675,0)	(468,6)	(675,0)	(991,2)
Soulte sur swaps de taux d'intérêt qualifiés de couverture de juste valeur		2,8	-	5,8	-
Variation nette des facilités de crédit, des billets de trésorerie et autres dettes financières	15.2	(102,6)	(65,6)	16,4	174,3
Variation nette des financements reçus au titre des programmes de titrisation	15.2	81,6	(8,9)	(52,5)	(163,0)
Variation des dettes au titre des contrats de location-financement	15.2	(1,3)	(1,9)	(1,0)	(1,1)
Dividendes payés		-	(0,1)	-	(0,1)
Trésorerie nette provenant des activités de financement		(52,4)	(54,8)	(63,2)	(493,8)
dont flux de trésorerie des activités de financement provenant des activités abandonnées		-	0,7	-	10,8
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		443,9	478,7	804,8	1 159,8
Effet de la variation des taux de change		(2,2)	(1,0)	(15,2)	(13,8)
Trésorerie reclassée en actifs destinés à être cédés		3,6	(14,4)	2,9	(14,4)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		535,1	460,4	535,1	460,4

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableau de variation des capitaux propres consolidés (non audité)

								Total attribuable aux actionnaires de la société mère	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Total des capitaux propres
		Capital social	Prime d'émission	Résultats accumulés non distribués	Réserve de conversion	Réserve de couverture des flux de trésorerie futurs	Revalorisation de la dette nette de pension			
(en millions d'euros)										
Pour la période close le 30 juin 2015										
Au 1er janvier 2015		1 460,0	1 599,8	1 351,5	79,5	(1,7)	(153,4)	4 335,7	7,7	4 343,4
Résultat net		-	-	2,5	-	-	-	2,5	(1,0)	1,5
Autres éléments du résultat global		-	-	-	118,6	0,2	34,8	153,6	0,7	154,3
Résultat global de la période		-	-	2,5	118,6	0,2	34,8	156,1	(0,3)	155,8
Distribution de dividendes en numéraire		-	-	(91,2)	-	-	-	(91,2)	(0,1)	(91,3)
Augmentation de capital		3,9	7,1	(10,9)	-	-	-	0,1	2,7	2,8
Paievements fondés sur des actions		-	-	4,7	-	-	-	4,7	-	4,7
Acquisition de participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-	-	-	-	-	0,6	0,6
Cessions / (achats) d'actions propres		-	-	(0,3)	-	-	-	(0,3)	-	(0,3)
Au 30 juin 2015		1 463,9	1 606,9	1 256,3	198,1	(1,5)	(118,6)	4 405,1	10,6	4 415,7
Pour la période close le 30 juin 2016										
Au 1er janvier 2016		1 509,4	1 680,5	1 154,4	160,6	(1,9)	(159,1)	4 343,9	9,0	4 352,9
Résultat net		-	-	96,0	-	-	-	96,0	(0,2)	95,8
Autres éléments du résultat global		-	-	-	(26,6)	(2,0)	(43,8)	(72,4)	(0,4)	(72,8)
Résultat global de la période		-	-	96,0	(26,6)	(2,0)	(43,8)	23,6	(0,6)	23,0
Distribution de dividendes en numéraire		-	(120,3)	-	-	-	-	(120,3)	-	(120,3)
Augmentation de capital		1,7	6,9	(8,7)	-	-	-	(0,0)	-	(0,0)
Paievements fondés sur des actions		-	-	3,1	-	-	-	3,1	-	3,1
Cessions / (achats) d'actions propres		-	-	(0,3)	-	-	-	(0,3)	-	(0,3)
Au 30 juin 2016		1 511,1	1 567,1	1 244,5	134,0	(3,9)	(202,9)	4 250,0	8,4	4 258,4

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Notes annexes

1. | INFORMATIONS GÉNÉRALES

La société Rexel a été créée le 16 décembre 2004. Ses actions sont admises aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris depuis le 4 avril 2007. Le groupe comprend Rexel et ses filiales (« le Groupe » ou « Rexel »).

L'activité du Groupe s'exerce principalement dans le secteur de la distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles. Il s'adresse à une variété étendue de clients et marchés dans le domaine de la construction, de l'industrie et des services. L'offre de produits comprend les équipements d'installation électrique, les conduits et câbles, les produits d'éclairage, de sécurité et communication et de génie climatique, l'outillage, ainsi que les produits blancs et bruns. Le Groupe exerce principalement son activité en Europe, en Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada) et dans la zone Asie-Pacifique (principalement en Australie, Nouvelle-Zélande et en Chine).

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés couvrent la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016 et ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 28 juillet 2016.

2. | EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE CLOSE LE 30 JUIN 2016

Au cours du 2^{ème} trimestre 2016, Rexel a allongé la maturité de son endettement financier en refinançant l'obligation de 650 millions d'euros à échéance 2020 et portant intérêt à 5,125% par l'émission d'une obligation senior d'un montant identique à échéance 2023 et portant intérêt à 3,50% (voir note 15).

3. | PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

3.1 | Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2016 (désignés ci-après comme « les états financiers résumés ») ont été établis en conformité avec les normes internationales d'information financières (IFRS), telles qu'adoptées par l'Union européenne. Ces états financiers résumés sont également conformes aux IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et applicables au 30 juin 2016. En particulier, les états financiers résumés ont été préparés conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire. En application de celle-ci, seule une sélection de notes explicatives est incluse dans les présents états financiers résumés. Ces notes doivent être lues en complément des états financiers consolidés du Groupe établis pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 et inclus dans le document de référence enregistré par l'Autorité des Marchés Financiers le 7 avril 2016 sous le numéro D.16-0299.

Le référentiel IFRS, tel qu'adopté dans l'Union européenne, peut être consulté sur le site internet de la Commission européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

3.2 | Préparation des états financiers

Les états financiers résumés au 30 juin 2016 sont présentés en euros et toutes les valeurs sont arrondies au dixième de million le plus proche sauf indication contraire. Les totaux et sous-totaux présentés dans les états financiers consolidés sont calculés en milliers d'euros et arrondis ensuite au dixième de million le plus proche. Par conséquent, les montants peuvent ne pas s'additionner en raison des arrondis.

Ils sont établis suivant les principes et méthodes comptables identiques à ceux appliqués au 31 décembre 2015 et décrits dans les notes aux états financiers consolidés établis pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, exceptions faites des nouvelles normes et interprétations présentées en note 3.2.1.

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction d'exercer des jugements, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un effet sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées régulièrement. L'effet des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes ultérieures affectées.

3.2.1 | *Changements de méthodes - amendements des normes IFRS*

Le Groupe applique depuis le 1^{er} janvier 2016 les nouveaux amendements suivants tels qu'approuvés par l'Union européenne. Leur application n'a pas eu d'effet significatif sur les états financiers du Groupe :

- L'amendement limité de la norme IAS 19 « Régimes à prestations définies : contributions des membres du personnel » s'applique aux cotisations salariales ou à celles des tiers aux plans à prestations définies. Son objectif est de simplifier la comptabilisation des cotisations qui sont indépendantes du nombre d'années de service du salarié, comme par exemple les cotisations salariales qui sont calculées sur la base d'un pourcentage fixe du salaire.
- Les améliorations des normes IFRS 2010-2012, adoptées en décembre 2013, concernent des modifications mineures de normes existantes.
- Les amendements issus de la procédure annuelle d'amélioration des normes IFRS 2012-2014 introduisent des modifications mineures aux normes IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », IFRS 7 « Instruments financiers - informations à fournir », IAS 19 « Avantages du personnel » et IAS 34 « Information financière intermédiaire ».
- L'amendement « Informations à fournir » à IAS 1 « Présentation des états financiers » traite du jugement professionnel à appliquer dans l'information communiquée dans les états financiers. Par exemple, il est indiqué que la matérialité s'applique à l'ensemble des états financiers et que la communication d'informations non significatives peut altérer l'utilité des notes aux états financiers. Par ailleurs, l'amendement établit que le jugement professionnel doit être utilisé pour déterminer où et dans quel ordre les informations financières doivent être présentées.

3.2.2 | Normes et interprétations publiées par l'IASB et par le Comité d'Interprétation des normes internationales d'Information Financière (IFRIC) et non encore approuvées par l'Union européenne

Les normes et interprétations suivantes ont été publiées par l'IASB, mais ne sont pas encore approuvées par l'Union européenne. Leur effet éventuel sur le Groupe est en cours d'analyse, sauf indication contraire :

- Le 24 juillet 2014, l'IASB a achevé le dernier élément de sa réponse globale à la crise financière, en publiant la version finale de la norme IFRS 9 « Instruments financiers ». Les améliorations apportées par la norme IFRS 9 comprennent une approche logique pour la classification et l'évaluation des actifs et passifs financiers, un modèle de dépréciation unique, prospectif, fondé sur les « pertes attendues » et une approche sensiblement modifiée de la comptabilité de couverture. La nouvelle norme est applicable à compter du 1^{er} janvier 2018. Une application anticipée est autorisée.
- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » : cette nouvelle norme remplace IAS 11 « Contrats de construction » et IAS 18 « Produits des activités ordinaires » sur la reconnaissance du chiffre d'affaires. Le chiffre d'affaires sera reconnu afin de traduire le transfert des biens ou services aux clients de façon à refléter les encaissements que la société s'attend à recevoir en échange de ces biens ou services. La nouvelle norme est applicable à compter du 1^{er} janvier 2018. Une application anticipée est autorisée.
- Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié une nouvelle norme IFRS 16 « Contrats de location » qui représente une évolution majeure dans la comptabilisation des contrats de location. Il prévoit un modèle unique de comptabilisation chez le preneur qui nécessite de reconnaître les actifs et passifs pour tous les contrats de location, à l'exception de ceux d'une durée inférieure à 12 mois et ceux dont l'actif sous-jacent est de faible valeur. L'IFRS 16 est applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019.
- Dans le cadre de sa réflexion globale sur la présentation des états financiers, l'IASB a publié en janvier 2016 des amendements à IAS 7 « Etat des flux de trésorerie », qui imposent à une entité de fournir des informations permettant aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les variations monétaires et non monétaires des dettes financières. Ces amendements sont applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017. Une application anticipée est autorisée.
- Le 19 janvier 2016, l'IASB a publié des amendements à l'IAS 12 « Impôt sur le résultat : Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes ». Ces amendements qui visent à clarifier la comptabilisation des actifs d'impôts différés relatifs aux instruments de dette évalués à la juste valeur et les règles de reconnaissance des actifs d'impôts différés sur les pertes latentes. Ces amendements sont applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017. Une application anticipée est autorisée.
- Le 20 juin 2016, l'IASB a publié des amendements à IFRS 2 « Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions », qui définissent les règles de comptabilisation:
 - des effets des conditions d'acquisition des droits sur l'évaluation d'un paiement fondé sur les actions et réglés en trésorerie,
 - des paiements fondés sur des actions et soumis à une retenue fiscale,
 - des changements des termes et conditions d'une transaction dont le paiement fondé sur des actions modifierait son caractère de règlement de trésorerie en instruments de capitaux propres.

Ces amendements sont applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Une application anticipée est autorisée.

4. | REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

4.1 | Acquisitions de 2016

Le 4 janvier 2016, Rexel a acquis la société Sofinther, un distributeur français spécialisé dans les équipements thermiques, de chauffage et de régulation réalisant un chiffre d'affaires annuel de 116 millions d'euros. Le Groupe a acquis 100% des actions pour un prix de 81,6 millions d'euros. Au cours du 2^{ème} trimestre 2016, au titre de l'allocation du prix d'acquisition, le Groupe a reconnu un actif incorporel au titre des relations clients d'un montant de 23,4 millions d'euros avec une durée d'activité de 8 ans. Après affectation de ce montant, le *goodwill* s'établit à 32,2 millions d'euros. Cette entité est consolidée à compter de sa date d'acquisition.

Par ailleurs, le Groupe a procédé au cours du premier trimestre 2016 aux acquisitions suivantes non significatives à l'échelle du Groupe :

- Cordia, un distributeur français spécialisé dans les équipements de prévention contre l'incendie et les services associés ;
- Brohl & Appell, un distributeur américain spécialisé dans les automatismes industriels.

4.2 | Allocation du prix d'acquisition

Le tableau ci-dessous présente l'allocation du prix d'acquisition relative aux actifs identifiables acquis et aux passifs assumés des sociétés acquises en 2016.

Actifs nets acquis et contrepartie transférée des acquisitions consolidées au 30 juin 2016

(en millions d'euros)	Sofinther	Autres	Total
Relations clients	23,4	-	23,4
Autres immobilisations.....	2,9	0,8	3,7
Autres actifs non courants.....	1,6	0,0	1,6
Actifs courants.....	53,9	10,2	64,1
Dette financière nette	8,4	2,9	11,4
Autres passifs non courants.....	(9,1)	(0,2)	(9,3)
Passifs courants.....	(31,8)	(3,7)	(35,4)
Actifs nets acquis hors goodwill acquis	49,4	10,1	59,5
Goodwill acquis	32,2	12,7	44,9
Contrepartie transférée	81,6	22,8	104,4
Trésorerie acquise.....	(11,8)	(3,9)	(15,7)
Trésorerie nette décaissée au titre des acquisitions 2016.....	69,8	18,8	88,6
Décaissement au titre d'entités acquises dans les années antérieures ⁽¹⁾	-	3,0	3,0
Trésorerie nette décaissée au cours de la période	69,8	21,8	91,5

⁽¹⁾ converti au taux de change du jour de l'acquisition

Le montant des frais connexes à ces acquisitions s'est élevé à 0,8 million d'euros dont 0,3 million d'euros a été encouru au titre de la période close le 30 juin 2016.

Pour la période close le 30 juin 2016, la contribution des sociétés acquises en 2016 au chiffre d'affaires et au résultat opérationnel s'est élevée respectivement à 71,1 millions d'euros et 4,6 millions d'euros.

5. | INFORMATION SECTORIELLE

Conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », les secteurs opérationnels sont déterminés sur la base de l'information mise à la disposition de la direction pour analyser les résultats de l'activité du Groupe. La structure de cette information est organisée par zone géographique selon l'organisation interne du Groupe.

Selon cette organisation, les secteurs opérationnels présentés sont les suivants : l'Europe, l'Amérique du Nord et la zone Asie-Pacifique.

A la suite de la cession des activités en Amérique latine en 2015, le résultat des opérations en Amérique latine est présenté en activités abandonnées.

Le reporting financier du Groupe est revu mensuellement par la Direction Générale agissant en tant que principal décideur opérationnel.

Informations par secteur géographique pour les périodes closes les 30 juin 2016 et 2015

2016 (en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie- Pacifique	Total des secteurs opérationnels	Holdings et autres éléments de réconciliation	Total consolidé
Trimestre clos le 30 juin						
Chiffre d'affaires hors groupe.....	1 846,4	1 171,6	331,9	3 349,9	-	3 349,9
EBITA ⁽¹⁾	99,3	50,0	4,8	154,1	(7,0)	147,1
Dépréciation du goodwill	-	-	-	-	-	-
2015 (en millions d'euros)	Europe ⁽²⁾	Amérique du Nord	Asie- Pacifique	Total des secteurs opérationnels	Holdings et autres éléments de réconciliation ⁽²⁾	Total consolidé
Trimestre clos le 30 juin						
Chiffre d'affaires hors groupe.....	1 819,2	1 250,9	353,4	3 423,5	-	3 423,5
EBITA ⁽¹⁾	99,2	52,5	6,6	158,3	(9,2)	149,0
Dépréciation du goodwill	(8,5)	-	(10,3)	(18,8)	-	(18,8)
2016 (en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie- Pacifique	Total des secteurs opérationnels	Holdings et autres éléments de réconciliation	Total consolidé
Période close le 30 juin						
Chiffre d'affaires hors groupe.....	3 641,5	2 236,4	632,6	6 510,5	-	6 510,5
EBITA ⁽¹⁾	195,3	73,1	7,5	275,9	(15,1)	260,9
Dépréciation du goodwill	-	-	-	-	-	-
Au 30 juin						
Besoin en fonds de roulement	724,7	645,7	203,1	1 573,5	(136,8)	1 436,7
Goodwill	2 554,7	1 475,3	255,8	4 285,8	-	4 285,8
2015 (en millions d'euros)	Europe ⁽²⁾	Amérique du Nord	Asie- Pacifique	Total des secteurs opérationnels	Holdings et autres éléments de réconciliation ⁽²⁾	Total consolidé
Période close le 30 juin						
Chiffre d'affaires hors groupe	3 604,8	2 379,3	661,1	6 645,2	-	6 645,2
EBITA ⁽¹⁾	200,8	81,7	12,7	295,2	(19,8)	275,4
Dépréciation du goodwill	(8,5)	-	(10,3)	(18,8)	-	(18,8)
Au 31 décembre						
Besoin en fonds de roulement	572,5	588,1	175,3	1 335,9	(22,1)	1 313,8
Goodwill	2 543,7	1 465,4	257,6	4 266,6	-	4 266,6

(1) L'EBITA est défini comme le résultat opérationnel avant amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises et avant autres produits & autres charges.

(2) Après reclassement de Rexel Holding Netherlands BV du secteur « Holdings » au secteur « Europe »

La réconciliation de l'EBITA avec le résultat net avant impôt du Groupe est présentée dans le tableau suivant :

(en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin		Période close le 30 juin	
	2016	2015	2016	2015
EBITA - Activités poursuivies	147,1	149,1	260,9	275,4
Amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises	(5,3)	(4,3)	(9,2)	(8,6)
Autres produits et autres charges	(15,0)	(42,1)	(32,0)	(59,2)
Charges financières (nettes)	(43,7)	(69,8)	(76,9)	(139,4)
Résultat net avant impôt - Activités poursuivies	83,0	32,8	142,8	68,2

La réconciliation du total des actifs et passifs alloués avec le total des actifs du Groupe est présentée dans le tableau suivant :

(en millions d'euros)	Au 30 juin	Au 31 décembre
	2016	2015
Besoin en fonds de roulement	1 436,7	1 313,8
Goodwill	4 285,8	4 266,6
Total des actifs et passifs alloués	5 722,6	5 580,4
Passifs inclus dans le besoin en fonds de roulement	2 899,7	2 842,7
Intérêts courus à recevoir	0,6	0,7
Autres actifs non courants	1 455,2	1 430,5
Actifs d'impôt différé	145,6	159,0
Créances d'impôt courant	24,4	47,6
Actifs destinés à être cédés	0,3	53,8
Instruments dérivés	2,3	2,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	535,1	804,8
Total des actifs du Groupe	10 785,8	10 922,1

6. | FRAIS ADMINISTRATIFS ET COMMERCIAUX

(en millions d'euros)	Période close le 30 juin	
	2016	2015
Charges de personnel	803,2	810,0
Charges d'occupation des locaux	136,8	140,5
Autres charges externes	313,0	320,2
Amortissements	47,5	44,4
Amortissements des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises	9,2	8,6
Créances irrécouvrables	18,1	18,9
Total des frais administratifs et commerciaux	1 327,9	1 342,6

7. | AUTRES PRODUITS ET AUTRES CHARGES

(en millions d'euros)	Période close le 30 juin	
	2016	2015
Plus-values de cession d'immobilisations corporelles	0,6	0,3
Reprise de dépréciation d'immobilisations	0,1	0,1
Reprise de provisions non utilisées	0,8	0,1
Autres produits opérationnels	0,1	0,1
Total des autres produits	1,5	0,6
Charges de restructuration (1)	(23,0)	(36,8)
Moins-values de cession d'immobilisations (2)	(3,7)	(0,8)
Dépréciation du <i>goodwill</i> et d'autres actifs	-	(19,1)
Frais connexes aux acquisitions dans le cadre des regroupements d'entreprises	(1,0)	(1,1)
Pertes sur compléments de prix	(2,5)	-
Autres charges opérationnelles	(3,3)	(2,0)
Total des autres charges	(33,5)	(59,8)

(1) Concernent principalement les mouvements de personnel au sein de la Direction du Groupe (7,5 millions d'euros), l'optimisation du réseau d'agences en Amérique du Nord et la réorganisation des fonctions support au Royaume-Uni et en Chine.

(2) Incluent la perte de 3,2 millions d'euros relative à la cession des activités en Slovaquie, Pologne et aux Pays Baltes au groupe Würth intervenue le 28 avril 2016 pour un prix de 10,0 million d'euros en valeur d'entreprise avant ajustements du besoin en fonds de roulement. Les contrats de cession prévoient que Rexel indemnise l'acquéreur pour tout passif qu'il aurait à subir au titre de cette transaction. La garantie de passif est limitée à un montant de 8,0 millions d'euros.

8. | CHARGES FINANCIÈRES NETTES

(en millions d'euros)	Période close le 30 juin	
	2016	2015
Produits d'intérêts sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie ...	0,2	0,6
Produits d'intérêts sur les créances et prêts	0,9	0,8
Total des produits financiers	1,1	1,3
Charges d'intérêt sur la dette (comptabilisée au coût amorti)	(59,3)	(74,6)
Produit (charge) d'intérêt sur les dérivés de taux d'intérêt	0,2	4,7
Reclassement en résultat des gains et pertes sur instruments dérivés précédemment différés en autres éléments du résultat global	-	0,0
Variation de juste valeur des instruments dérivés de taux par le résultat	2,6	(0,4)
Coût de l'endettement financier	(56,4)	(70,3)
Frais financiers liés aux opérations de remboursement (1)	(10,0)	(52,5)
Gain / (perte) de change	15	(16)
Variation de juste valeur des instruments dérivés de change par le résultat ...	(0,6)	(10)
Résultat de change net	0,9	(2,6)
Charge nette sur engagements au titre des avantages du personnel .	(5,5)	(6,0)
Charges financières diverses	(7,0)	(9,3)
Autres charges financières	(11,6)	(17,9)
Charges financières nettes	(76,9)	(139,4)

(1) Frais financiers liés au remboursement anticipé, en juin 2016, des obligations à échéance 2020

(2) Frais financiers liés au remboursement anticipé des obligations à échéance 2018 et 2019

9. | IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôt sur le résultat au titre d'une période intermédiaire est calculée sur la base du taux d'impôt sur le résultat qui serait applicable au résultat total de l'exercice, c'est-à-dire en appliquant au résultat avant impôt de la période intermédiaire le taux effectif moyen attendu pour l'exercice 2016. Le taux effectif d'impôt, pour le premier semestre 2016, s'établit à 32,9% comparé à 36,7% pour le premier semestre 2015, appliqué au résultat des activités poursuivies.

10. | OPÉRATIONS ABANDONNÉES

Le 15 septembre 2015, le Groupe a cédé ses activités en Amérique latine à Sonepar pour un montant de 17,2 millions d'euros (18,6 millions de dollars américains).

Le compte de résultat du secteur opérationnel « Amérique latine » présenté en résultat net des activités abandonnées en 2015 se détaillait comme suit :

	Trimestre clos le 30 juin 2015	Période close le 30 juin 2015
<i>(en millions d'euros)</i>		
Chiffre d'affaires	63,6	128,2
Coût des ventes	(50,2)	(101,3)
Marge brute	13,4	26,9
Frais administratifs et commerciaux	(14,6)	(29,0)
Résultat opérationnel avant autres produits et charges	(1,2)	(2,1)
Autres produits et charges	(36,9)	(37,1)
Résultat opérationnel	(38,0)	(39,1)
Charges financières (nettes)	(1,8)	(4,4)
Résultat net avant impôt	(39,8)	(43,5)
Impôt sur le résultat	0,5	1,8
Résultat net des activités abandonnées	(39,2)	(41,7)
Résultat net par action :		
Résultat de base par action (en euros)	(0,13)	(0,14)
Résultat dilué par action (en euros)	(0,13)	(0,14)

Frais administratifs et commerciaux

	Trimestre clos le 30 juin 2015	Période close le 30 juin 2015
<i>(en millions d'euros)</i>		
Charges de personnel	8,1	16,0
Charges d'occupation des locaux	1,8	3,6
Autres charges externes	3,3	6,5
Amortissements	0,5	1,0
Amortissements des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises	0,1	0,3
Créances irrécouvrables	0,7	1,5
Total des frais administratifs et commerciaux	14,6	29,0

11. | DIVIDENDES

L'Assemblée générale du 25 mai 2016 a approuvé la distribution en numéraire d'un dividende de 0,40 euro par action, prélevée sur la prime d'émission. Les dividendes ont été payés le 5 juillet 2016.

	Période close le 30 juin	
	2016	2015
Dividende par action attribué aux actions ordinaires	0,40 €	0,75 €
Dividendes à verser (en millions d'euros)	120,3	218,5
dont: - dividendes à payer en numéraire	120,3	91,2
- dividendes à payer par émission d'actions	-	127,3

12. | RÉSULTATS PAR ACTION

Les informations sur les résultats et le nombre d'actions ayant servi au calcul du résultat de base et du résultat dilué sont présentées ci-dessous :

	Période close le 30 juin	
	2016	2015
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société:		
- dont résultat net des activités poursuivies (en millions d'euros)	96,0	44,2
- dont résultat net des activités cédées (en millions d'euros)	-	(41,7)
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en millions d'euros)	96,0	2,5
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	300 448	290 587
Actions potentielles dilutives résultant du paiement du dividende en actions (en milliers) ..	-	239
Actions potentielles non dilutives (en milliers)	731	975
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation ajusté des actions potentielles non dilutives (en milliers)	301 179	291 801
Résultat net par action (en euros)	0,32	0,01
Actions potentielles dilutives (en milliers)	787	1 280
- dont options de souscription d'actions (en milliers)	79	104
- dont actions attribuées gratuitement (en milliers)	708	1 176
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation ajusté des actions potentielles dilutives (en milliers)	301 965	293 081
Résultat net dilué par action (en euros)	0,32	0,01

(1) Le nombre d'actions potentielles dilutives ne tient pas compte des actions attribuées gratuitement dont l'attribution est soumise à des conditions de performance ou de marché non encore réalisées à la date de clôture.

13. | PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS

Le 23 juin 2016, Rexel a mis en place des plans d'attribution gratuite d'actions en faveur de ses cadres dirigeants pour un nombre maximum de 1 820 625 actions. Au titre de ces plans, les bénéficiaires, selon leur pays de résidence, sont éligibles à recevoir des actions Rexel à l'issue d'une période de :

- trois ans (24 juin 2019), ces actions n'étant cessibles qu'à l'issue d'une période supplémentaire de deux ans (24 juin 2021) dans le cadre d'un plan intitulé « Plan 3+2 »,
- quatre ans (24 juin 2020), ces actions étant alors cessibles immédiatement après leur remise aux bénéficiaires dans le cadre d'un plan intitulé « Plan 4+0 ».

La remise effective de ces actions est soumise au respect de conditions de présence, de performance et de marché telles que présentées dans le tableau suivant :

Conditions d'acquisition	Présence au 3ème anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur :	Présence au 4ème anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur :	Total
	(i) moyenne de la variation de l'EBITA en volume entre 2015 et 2018, (ii) la croissance organique moyenne du chiffre d'affaires entre 2015 et 2018 (iii) la moyenne du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts sur EBITDA entre 2016 et 2018, (iv) la performance de l'action Rexel sur les marchés financiers par rapport à ses pairs.		
Plan	3+2	4+0	
Date de livraison des actions du plan	24 juin 2019	24 juin 2020	
Juste valeur des actions à la date d'octroi du 23 juin 2016	10,91	10,50	10,64
Nombre maximum d'actions attribuées au 23 juin 2016	774 500	1 046 125	1 820 625

La juste valeur des actions attribuées a été déterminée selon un modèle Monte Carlo, qui simule l'évolution du cours de bourse de Rexel et des sociétés de l'échantillon au terme de la période d'acquisition de trois ou quatre ans. L'effet relatif aux restrictions de dividendes attachées à ces actions jusqu'à leur remise aux bénéficiaires a été déduit de la juste valeur.

14. | AVANTAGES DU PERSONNEL

Au 30 juin 2016, les régimes à prestations définies les plus importants ont été réévalués. Ils concernent le Canada, la Suisse et le Royaume-Uni. Les écarts actuariels ont été estimés sur la base d'une analyse de la sensibilité des taux d'actualisation et du rendement des fonds investis dans les plans de retraite.

Pour la période close le 30 juin 2016, les pertes actuarielles avant impôt constatées dans le résultat global pour un montant de 53,4 millions d'euros (gains actuariels avant impôt de 34,5 millions d'euros au titre de la période close le 30 juin 2015) résultent de la baisse des taux d'actualisation par rapport aux taux utilisés au 31 décembre 2015.

Le tableau suivant présente les taux d'actualisation des plans concernés :

Taux d'actualisation (en %)	Au 30 juin 2016	Au 31 décembre 2015	Au 30 juin 2015
Royaume-Uni	3,00	3,50	3,75
Canada	3,25	4,00	4,00
Suisse	0,25	0,75	1,00

Au Canada, le Groupe assure aux retraités et à leurs ayants-droits une couverture des soins médicaux, dentaires ainsi que des prestations de prévoyance décès. Les salariés ont le choix d'opter pour une sortie du régime en capital lors de leur départ à la retraite en lieu et place des prestations ci-dessus. Au 30 juin 2016, le Groupe a modifié le plan en introduisant le versement d'une contribution régulière des retraités représentant 50% du coût du plan, celle-ci étant actuellement entièrement financée par l'employeur. Ce changement s'applique aux futurs retraités partant à la retraite à compter du 1^{er} juillet 2016. En conséquence, au titre de la période close le 30 juin 2016, un gain de 5,9 millions d'euros (8,7 millions de dollars canadiens) a été constaté en diminution des charges de personnel.

Au cours du premier semestre 2015, un gain de 3,6 millions d'euros (5,0 millions de dollars canadiens) avait été enregistré en diminution des charges de personnel consécutivement à une modification des régimes de santé et de prévoyance au Canada.

15. | ENDETTEMENT FINANCIER

Cette note présente des informations sur l'endettement financier au 30 juin 2016. L'endettement financier inclut les dettes auprès d'établissements financiers portant intérêt, les emprunts et intérêts courus nets des coûts de transaction.

15.1 | Endettement financier net

Au 30 juin 2016, l'endettement financier net consolidé de Rexel s'élève à 2 380,2 millions d'euros et s'analyse ainsi :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2016			Au 31 décembre 2015		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Obligations senior	-	1 634,6	1 634,6	-	1 637,1	1 637,1
Titrisation	326,5	684,1	1 010,6	378,7	710,8	1 089,4
Emprunts auprès des établissements de crédit	56,0	4,0	60,0	57,2	1,5	58,7
Billets de trésorerie	145,8	-	145,8	134,6	-	134,6
Concours bancaires et autres emprunts	92,1	-	92,1	88,4	-	88,4
Location financement	7,5	18,7	26,3	8,0	19,5	27,6
Intérêts courus (1)	8,1	-	8,1	8,1	-	8,1
Moins coûts de transaction	(6,2)	(25,4)	(31,6)	(6,5)	(26,9)	(33,3)
Autres dettes financières et intérêts courus	629,9	2 315,9	2 945,9	668,5	2 342,1	3 010,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(535,1)			(804,8)
Intérêts courus à recevoir			(0,6)			(0,7)
Dérivés de couverture de la dette..... (2)			(29,9)			(6,4)
Endettement financier net			2 380,2			2 198,7

(1) dont intérêts courus sur les obligations pour un montant de 4,5 millions d'euros au 30 juin 2016 (3,3 millions d'euros au 31 décembre 2015)

(2) les dérivés de couverture de la dette incluent les instruments de taux désignés comme couverture de juste valeur et des dérivés de couverture de change adossés à la dette financière

15.1.1 | Obligations

Au 30 juin 2016, la valeur comptable des obligations se détaille comme suit :

	Au 30 juin 2016				Au 31 décembre 2015			
	Nominal (en millions de devises)	Nominal (en millions d'euros)	Ajuste- ments de juste valeur (1)	Total	Nominal (en millions de devises)	Nominal (en millions d'euros)	Ajuste- ments de juste valeur (1)	Total
Obligations remboursables en 2020	USD 500,0	450,4	14,2	464,6	USD 500,0	459,3	4,5	463,8
Obligations remboursables en 2020	-	-	-	-	EUR 650,0	650,0	19,7	669,7
Obligations remboursables en 2022	EUR 500,0	500,0	20,0	520,0	EUR 500,0	500,0	3,8	503,8
Obligations remboursables en 2023	EUR 650,0	650,0	-	650,0	-	-	-	-
TOTAL		1 600,4	34,2	1 634,6		1 609,3	28,0	1 637,1

(1) Ajustement pour traduire les variations du taux d'intérêt sur une partie des obligations couvertes par des instruments dérivés de couverture de juste valeur (voir note 16)

Emission d'obligations d'une valeur nominale de 650 millions d'euros à échéance 2023

Le 18 mai 2016, Rexel a émis des obligations senior pour un montant de 650 millions d'euros remboursables en 2023 et portant intérêt annuel à 3,50%.

Ces obligations sont de même rang que le Contrat de Crédit Senior et les autres obligations senior non assorties de sûretés. Les intérêts sont payables semestriellement, au 15 juin et au 15 décembre, à compter du 15 décembre 2016. Les obligations sont remboursables le 15 juin 2023 et sont admises aux négociations sur le marché de la Bourse du Luxembourg.

Ces obligations sont remboursables en totalité ou partiellement à tout moment jusqu'au 15 juin 2019 à un prix égal au montant total du nominal augmenté d'une prime de remboursement anticipé et des intérêts courus non échus. A partir du 15 juin 2019, elles sont remboursables en totalité ou partiellement pour les valeurs figurant dans le tableau ci-après :

Période de remboursement commençant le :	Prix de remboursement (en % du montant principal)
15 juin 2019.....	101,750%
15 juin 2020.....	100,875%
15 juin 2020 et au-delà.....	100,000%

Remboursement des obligations de 650 millions d'euros à échéance 2020

Le 16 juin 2016, Rexel a remboursé les obligations à échéance 2020 portant intérêt à 5,125% pour un montant de 675,0 millions d'euros, qui inclut le principal de 650,0 millions d'euros et la prime de remboursement de 25,0 millions.

Parallèlement au remboursement anticipé de ces obligations, le Groupe a dénoué des swaps de taux d'intérêt, d'un montant nominal de 150 millions d'euros adossés aux obligations remboursées et qualifiés de couverture de juste valeur. Rexel a reçu en contrepartie une soulte de 3,0 millions d'euros.

Le remboursement de ces obligations a conduit le Groupe à réviser leur coût amorti et à constater une charge financière d'un montant de 10,0 millions d'euros en application de la méthode du taux d'intérêt effectif. Outre la prime de remboursement, cette perte inclut les coûts de transaction non amortis à hauteur de 5,0 millions d'euros après déduction du profit lié aux ajustements relatifs à la couverture de juste valeur d'un montant de 20,0 millions d'euros.

15.1.2 | Programmes de cession de créances

Le Groupe gère plusieurs programmes de cession de créances commerciales, présentés dans le tableau ci-dessous, lui permettant d'obtenir des financements à un coût moindre que celui des emprunts obligataires ou bancaires.

Les spécificités des programmes de cession de créances du Groupe varient selon les pays considérés. Les filiales concernées restent en charge du recouvrement des créances après leur cession. Ces créances sont cédées à des entités « *ad hoc* », fonctionnant sans aucune intervention des filiales. Les entités « *ad hoc* » obtiennent le financement nécessaire à l'achat de celles-ci notamment par l'émission d'instruments de dette à court terme, comme des billets de trésorerie français ou du *commercial paper* américain ou canadien, notés par des agences de notation.

Ces programmes imposent le respect de certaines obligations contractuelles relatives à la qualité du portefeuille de créances commerciales, notamment en ce qui concerne le ratio de dilution (créances ayant fait l'objet d'un avoir par rapport au montant total des créances commerciales éligibles), des ratios de défauts et d'arriérés (ratios relatifs respectivement au rapport entre les créances commerciales arriérées ou douteuses et les créances commerciales éligibles). Au 30 juin 2016, toutes les obligations contractuelles au titre des programmes de cession de créances commerciales sont satisfaites. Ces programmes sont permanents et ne subissent aucun effet de saisonnalité autre que celui relatif à l'activité courante.

Les principales informations de ces programmes de cession de créances, incluant le programme hors bilan, sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Programme	Encours maximum autorisé	Montant des créances cédées au 30 juin 2016	Sommes tirées au 30 juin 2016	Solde dû		Échéance
				au 30 juin 2016	au 31 décembre 2015	
(en millions de devises)				(en millions d'euros)		
Europe - Australie ⁽¹⁾	375,0 EUR	435,7 EUR	344,7 EUR	344,7	345,7	18/12/2017
Etats-Unis	545,0 USD	583,4 USD	417,3 USD	375,9	444,9	20/12/2017
Canada	175,0 CAD	223,5 CAD	141,4 CAD	98,3	115,8	18/01/2019
Europe	384,0 EUR	468,5 EUR	326,5 EUR	326,5	378,2	20/12/2016
TOTAL				1 145,4	1 284,6	
dont : - Dette enregistrée au bilan :				1 010,6	1 089,4	
- Financement hors bilan :				134,8	195,2	

(1) Encours maximum autorisé réduit à 375,0 millions d'euros le 18 avril 2016

Ces programmes de cession de créances portent intérêt à taux variables majorés d'une marge spécifique à chaque programme.

Au 30 juin 2016, l'encours maximum autorisé de ces programmes de cession de créances s'élevait à 1 371,6 millions d'euros et était utilisé à hauteur de 1 145,4 millions d'euros.

15.1.3 | Billets de trésorerie

Rexel a lancé un programme de billets de trésorerie de 500 millions d'euros, dont l'échéance varie d'un à trois mois en fonction du type de billet de trésorerie émis, dans le but de diversifier le portefeuille d'investisseurs et d'optimiser les coûts de financement.

Au 30 juin 2016, le montant des billets de trésorerie émis s'élève à 145,8 millions d'euros (134,6 millions d'euros au 31 décembre 2015).

15.2 | Variation de l'endettement net

Aux 30 juin 2016 et 2015, la variation de l'endettement financier net se présente comme suit :

(en millions d'euros)	Période close le 30 juin	
	2016	2015
Au 1er janvier	2 198,7	2 213,1
Emission d'emprunts obligataires nette des coûts de transactions...	643,4	489,7
Remboursement d'obligations senior	(675,0)	(991,2)
Variation nette des facilités de crédit, des billets de trésorerie et autres dettes financières	16,4	174,3
Variation nette des lignes de crédit.....	(15,2)	(327,2)
Variation nette des financements reçus au titre des programmes de titrisation.....	(52,5)	(163,0)
Variation des dettes au titre des contrats de location-financement	(1,0)	(1,1)
Variation nette des dettes financières	(68,8)	(491,2)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	257,3	671,3
Effet de la variation des taux de change sur l'endettement net	(21,3)	133,9
Effet des acquisitions sur l'endettement brut.....	2,9	3,4
Amortissement des coûts de transaction.....	3,2	4,8
Frais financiers non récurrents liés aux opérations de refinancement.....	10,0	52,5
Reclassement en passifs destinés à être cédés	-	(27,3)
Autres variations	(1,9)	(4,0)
Au 30 juin	2 380,2	2 556,5

15.3 | Risque de liquidité

La politique poursuivie par le Groupe pour gérer ses liquidités consiste à s'assurer qu'il y aura un montant suffisant de liquidités pour payer les dettes à leur échéance. Le Groupe vise à maintenir le niveau de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, ainsi que celui des facilités de crédit disponibles, à un montant qui couvre les décaissements relatifs aux dettes financières à un horizon de 12 mois.

L'échéancier des remboursements contractuels des dettes financières, en capital, est le suivant :

(en millions d'euros)	Au 30 juin	Au 31 décembre
	2016	2015
Echéances :		
Un an	636,2	675,0
Deux ans	594,0	602,8
Trois ans	103,8	4,0
Quatre ans	467,7	118,5
Cinq ans	1,8	1 134,0
Au delà.....	1 174,1	509,6
Sous-total dette financière	2 977,5	3 043,9
Coûts de transaction	(31,6)	(33,3)
Dette financière	2 945,9	3 010,6

Les obligations émises en avril 2013 d'un montant 500 millions de dollars américains en principal arrivent à échéance en juin 2020, celles émises en mai 2015 d'un montant de 500 millions d'euros en juin 2022 et celles émises en mai 2016 d'un montant de 650 millions d'euros en juin 2023.

Le contrat de Crédit Senior a été amendé en novembre 2014 pour une période de 5 ans se terminant en novembre 2020. Le contrat de Crédit Senior et la ligne bilatérale de 45 millions d'euros offrent une ligne de crédit multidevises renouvelable d'un montant total de 1 027 millions d'euros, qui peut également être utilisée au moyen de tirages au jour le jour jusqu'à hauteur d'un montant de 157,5 millions d'euros.

Le 26 juin 2015, Rexel a prorogé de deux ans la date d'échéance de la ligne de crédit de 40 millions de dollars américains avec Wells Fargo Bank International, la portant au 27 juin 2017. Au 30 juin 2016, cette ligne de crédit n'était pas utilisée.

Enfin, les programmes de titrisation arrivent à échéance en 2016, 2017 et 2019. Le financement résultant de ces programmes dépend directement du montant et de la qualité du portefeuille de créances cédées. Dans l'hypothèse où les entités concernées ne respecteraient pas certains engagements, ces programmes de titrisation pourraient faire l'objet d'une résiliation anticipée, ce qui aurait un effet défavorable sur la situation financière du Groupe et sa liquidité. Par ailleurs, dans l'hypothèse où les entités *ad hoc* ne seraient plus en mesure d'émettre des instruments de dette (billets de trésorerie) dans des conditions équivalentes à celles pratiquées à ce jour, la liquidité et la situation financière du Groupe pourraient être affectées.

Les dettes fournisseurs s'élèvent à 2 105,9 millions d'euros au 30 juin 2016 (2 138,3 millions d'euros au 31 décembre 2015) et sont exigibles à moins d'un an.

Au 30 juin 2016, le montant des liquidités du Groupe s'élève à 1 360,2 millions d'euros (1 645,5 millions d'euros au 31 décembre 2015) représentant un excédent de 724,0 millions d'euros comparé au montant de 636,2 millions d'euros de dettes financières exigibles à l'horizon de 12 mois.

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2016	Au 31 décembre 2015
Trésorerie et équivalents de trésorerie...	535,1	804,8
Concours bancaires.....	(92,1)	(88,4)
Billets de trésorerie.....	(145,8)	(134,6)
Contrat de crédit senior non tiré.....	982,0	982,0
Lignes Bilatérales.....	81,0	81,7
Liquidité.....	1 360,2	1 645,5

16. | JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Au 30 juin 2016, le Groupe détient différentes catégories d'instruments financiers évalués à la juste valeur, qui sont présentées dans le tableau suivant :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2016		Au 31 décembre 2015		
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Hiérarchie IFRS13
Actifs financiers					
Instruments dérivés dans une relation de couverture ..	31,9	31,9	8,2	8,2	Niveau 2
Autres instruments dérivés	2,3	2,3	2,6	2,6	Niveau 2
Passifs financiers					
Obligations senior	1 634,6	1 625,3	1 637,1	1 646,2	Niveau 1
Instruments dérivés dans une relation de couverture ..	5,5	5,5	1,1	1,1	Niveau 2
Autres instruments dérivés	10,0	10,0	12,5	12,5	Niveau 2

Hiérarchie IFRS

Les instruments financiers comptabilisés ou présentés à la juste valeur sont classés selon la hiérarchie suivante :

- Niveau 1 : évaluation d'après des prix cotés sur un marché actif pour des éléments similaires
- Niveau 2 : évaluation d'après un modèle basé sur des données observables directement ou indirectement
- Niveau 3 : évaluation d'après un modèle basé sur des données non observables

Techniques d'évaluation

Les contrats de couverture de risque de change sont évalués en fonction des taux de change à date observables, des courbes de rendement des devises concernées, ainsi que des écarts de change entre les devises concernées.

Les swaps de taux d'intérêt sont évalués selon les techniques d'évaluation fondées sur les courbes de rendement de taux d'intérêt observables. Le Groupe intègre également le risque de contrepartie pour les instruments dérivés actifs ou le risque propre du Groupe pour les instruments dérivés passifs.

17. | SAISONNALITÉ

Malgré un faible degré de saisonnalité du chiffre d'affaires, les variations du besoin en fonds de roulement entraînent une saisonnalité des flux de trésorerie. En règle générale, les flux de trésorerie générés par le Groupe sont plus élevés au quatrième trimestre par rapport aux trois premiers trimestres, dès lors que le besoin en fonds de roulement est plus élevé au cours de ces périodes.

18. | LITIGES

A la suite d'un contrôle fiscal, le Groupe a reçu en décembre 2011 une proposition de rectification dans laquelle l'administration fiscale française prétendait que Rexel n'a pas apporté la preuve que les emprunts contractés auprès de Ray Finance LP (filiale de Ray Investment Sarl, société mère de Rexel à l'époque des faits) pour un montant de 952 millions d'euros fussent des opérations réelles ; elle alléguait également que Ray Finance LP bénéficiait d'un régime fiscal privilégié et rejetait par ces moyens la déduction de 91 millions d'euros d'intérêts pour les années 2005 à 2007. Rexel a contesté l'ensemble de cette argumentation et a porté le litige devant la Cour Administrative en avril 2014. En mars 2016, la Cour Administrative a jugé que la position de Rexel était correcte. Le 15 juillet 2016, l'administration fiscale a fait appel de ce jugement. Au 30 juin 2016, ce litige est provisionné au travers d'une provision pour dépréciation des actifs d'impôts différés relatifs aux déficits fiscaux de 31,3 millions d'euros.

19. | EVENEMENTS POSTERIEURS A LA PERIODE DE REPORTING

A la date de présentation des états financiers consolidés intermédiaires résumés, il n'y a pas eu d'événements postérieurs au 30 juin 2016 susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière de Rexel.

III. Rapport des commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
63 rue de Villiers
92208 Neuilly Cedex

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Tour Eqho
2, avenue Gambetta
92066 Paris-la-Défense

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

(Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016)

Aux Actionnaires

Rexel SA

13, boulevard du Fort de Vaux
CS 60002
75838 Paris Cedex 17

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Rexel SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes

semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-la-Défense, le 28 juillet 2016,

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG Audit

Christian Perrier

Valérie Besson Jean-Marc Discours

IV. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris,

Le 29 juillet 2016

Patrick Bérard
Directeur Général